

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2577 - MERCREDI 6 AVRIL 2016

AFFAIRE BIAC

La BCC sur la sellette



Le siège de la BCC à Kinshasa

En tant qu'autorité monétaire censée protéger l'épargne publique, la Banque centrale du Congo (BCC) n'aurait pas joué à fond son rôle dans ce dossier qui, d'après le député Jean Lucien Busa, consacre la faillite du système bancaire en RDC. L'élu de Budjala s'est résolu de porter l'affaire devant la chambre basse du Parlement en initiant une question orale avec débat à l'endroit du gouverneur de la BCC afin de l'examiner en profondeur et, le cas échéant, établir les responsabilités.

Il accuse la BCC d'avoir rompu de manière brutale sa ligne de financement mensuelle plafonnée à hauteur de 40 milliards FC (37,5 millions d'euros) en faveur de la Biac. Or, pour le gouvernement, cette décision était motivée par la volonté de stabiliser le taux de change eu égard au glissement du franc congolais par rapport au dollar. Dès le 5 avril, la banque devrait rouvrir ses agences fermées temporairement après entérinement par le gouvernement d'une enveloppe de financement à sa faveur aux fins de rétablir les équilibres rompus, apprend-on.

Page 12

HYDROCARBURES

Le député Steve Mbikayi fustige le coût du carburant à la pompe



Le président du Parti travailliste (PT) a adressé une question écrite au ministre de l'Économie pour éclairer la représentation nationale sur le prix du carburant qui est resté en hausse en RDC malgré la baisse du prix du baril

à travers le monde. Le député national attend du ministre des justifications ayant prévalu au maintien de l'ancien prix. Cet élu du peuple a noté qu'il y a des pays où le litre d'essence coûte moins d'un dollar depuis la chute du prix du baril alors qu'en RDC, l'essence à la pompe reste au dessus d'un dollar américain. Il se négocie autour de 1400 FC, à peu près l'équivalent de 1,5 dollar. Les consommateurs congolais perdent beaucoup d'argent en matière de carburant, se convainc Steve Mbikayi tout en dénonçant l'enrichissement sans cause d'une caste dirigeante qui tire profit de cette situation.

Page 13

RASSEMBLEMENT DES FORCES DE L'OPPOSITION

Moïse Katumbi et Étienne Tshisekedi balisent la voie



La rencontre Tshisekedi-Katumbi du 4 avril à Bruxelles

La rencontre, le 4 avril, à Bruxelles entre les deux personnalités qui se rencontraient pour la deuxième fois, prédit d'intenses manœuvres politiques pour la désignation d'un candidat commun de l'opposition à la prochaine présidentielle. Cette rencontre, à en croire des sources proches de l'UDPS, s'inscrivait « dans le cadre de la poursuite des contacts amorcés par Étienne Tshisekedi en octobre 2015 et dont l'objectif visé est le rassemblement de toutes les forces acquises au changement en vue de promouvoir

l'alternance démocratique au terme d'un processus électoral transparent, crédible et conforme à la Constitution et aux délais qu'elle prescrit ».

Quoique rien n'a filtré, la question du candidat unique de l'opposition à la présidentielle devrait naturellement s'inviter au débat au regard de l'enjeu politique de l'heure marqué par une inflation des candidatures au niveau de l'opposition.

Page 12

CAN-GABON 2017

Dieumerici Mbokani décide d'arrêter avec les Léopards

Page 14

ÉDITORIAL

Vérité

Nous pensions, et nous écrivions ici même il n'y a pas si longtemps que la tentation de la violence pour faire triompher les desseins politiques les moins avouables avait été effacée chez nous. Eh bien nous nous sommes trompés et nous le reconnaissons humblement aujourd'hui : oui, hélas, il est encore des esprits pervers qui croient qu'en utilisant des armes contre la population et les forces de l'ordre ils parviendront à imposer leur loi ; oui, chez nous comme ailleurs de par le vaste monde, la tentation de la violence demeure présente au sein de petits groupes d'individus pour lesquels la démocratie est de très loin le pire des systèmes politiques ; oui, face aux extrémistes il n'est qu'une seule réponse possible, celle que peuvent apporter les forces légales sans lesquelles l'Etat de droit ne serait qu'un mythe, une illusion.

Ajoutons tout aussitôt que ce que vient de démontrer l'agression perpétrée par des « Ninjas » contre les quartiers sud de Brazzaville, c'est précisément la capacité des autorités de la République à mettre un terme aux attaques menées par de petits groupes sans pour autant violer les règles de ce même Etat de droit. Contrairement, en effet, à ce que n'ont cessé de dire lundi sur leurs antennes de grands médias étrangers comme Radio France Internationale ou France 24 sans se préoccuper le moins du monde d'aller chercher la vérité sur place, le Congo a démontré une nouvelle fois qu'il sait mettre lui-même un terme aux crimes que commettent sur son sol quelques poignées d'extrémistes. Et c'est ce qui explique pourquoi les populations apeurées du sud de la capitale ont afflué vers le nord afin de se mettre à l'abri de ces violences.

Le temps viendra certainement où les leçons de ce triste évènement seront tirées par les autorités et où l'opinion publique saura réellement à quoi s'en tenir sur les responsabilités de ceux qui l'ont mené, ou inspiré. Mieux vaut donc s'abstenir d'anticiper sur les conclusions auxquelles parviendront les enquêteurs, puis les juges. Mais en attendant il convient de souligner que notre pays a une nouvelle fois démontré sa capacité de mettre de l'ordre sur la place publique sans pour autant recourir à un usage de la force qui ne serait pas conforme aux règles régissant la démocratie.

Soyons en convaincus : le peuple congolais ne l'oubliera pas.

Les Dépêches de Brazzaville

SITUATION DU 4 AVRIL

Euloge Landry Kolélas appelle au ressaisissement

Le président du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) a condamné les actes de « barbarie » perpétrés par les « Ninja-Nsilulu », dans la nuit du 4 avril dernier.



Euloge Landry Kolélas, président du MCDDI (DR)

Le 5 avril à Brazzaville, dans une déclaration rendue publique à cet effet, Euloge Landry Kolélas souligne qu'« il s'agit ici des actes qui ne se justifient pas au moment où nous avons été tous à l'attente des résultats définitifs de l'élection présidentielle, par la Cour constitutionnelle selon les dispositions de la loi électorale. La démocratie n'a besoin ni de la force, ni de la violence ».

En effet, dès les premières heures de la journée du 4 avril, les populations des arrondissements 8 Madibou, 1 Makélékélé et 2 Baongo se sont réveillées dans l'ef-

froi, au son des crépitements d'armes automatiques et des détonations d'armes lourdes perpétrés par les « Ninja-Nsilulu ». Les affrontements qui auraient opposé les forces de l'ordre à cette milice, ont causé des pertes en vies humaines et occasionné des déplacements massifs des populations des quartiers sud de Brazzaville.

« Aujourd'hui, nous n'avons pas et plus jamais besoin des milices dans le département du Pool. Sages, notables, religieux et autres, nous devons nous ressaisir et évitons de perdre ce que nous avons et de reprendre tout à zéro à tout moment. Tout ceci doit s'arrêter », a déclaré Euloge Landry Kolélas. Aussi, rappelle-t-il le climat qui a prévalu pendant la campagne référendaire, la campagne présidentielle et jusque dans les bureaux de vote. Pour le président du MCDDI, « Ces actes ont exacerbé la psychose née des actes d'intimidation, des menaces et des battues des responsables, sympathisants et militants des partis de la majorité présidentielle dans le département du Pool, à Madibou, Makélékélé, Baongo et Mfilou ».

Euloge Landry Kolélas a cependant, profité de l'occasion pour lancer un appel, principalement, aux ressortissants du département du Pool, de s'unir pour dénoncer et démasquer les auteurs de ces actes de « barbarie » et de « terrorisme », avant de prêcher l'amour, l'unité et la concorde nationales.

Josiane Mambou Loukoula

Guy Brice Parfait Kolelas accuse le gouvernement

Dans une déclaration rendue publique le 4 avril, le candidat de l'opposition qui vient en deuxième position après le vainqueur de l'élection présidentielle, Guy Brice Parfait Kolelas rend responsable le gouvernement des troubles intervenus le 4 avril dans les quartiers sud de Brazzaville.

Selon Guy Brice Parfait Kolelas, « pendant la campagne électorale, les partisans du candidat Denis Sassou N'Guesso promettaient aux populations des quartiers sud de repartir dans les forêts au cas où elles ne voteraient pas leur candidat ». Il indique en outre que depuis la proclamation des résultats provisoires de l'élection prési-



dentielle, dans les quartiers sud de Brazzaville, un important dispositif militaire y est installé et « des jeunes sont emprisonnés et interpellés pour des motifs farfelus puis libérés », souligne

la déclaration.

« Nous condamnons toutes les violences d'où qu'elles viennent. Nous disons ici et maintenant que face à tout cela, il n'y a qu'un seul responsable le gouvernement qui n'a pas pu lire les signes avant-coureurs. Nous demandons à tous de se ressaisir ; car c'est autour de l'arbre à palabre que tout se règle. Nous demandons aux hommes d'églises et à la communauté internationale de venir au chevet du Congo », ajoute la déclaration.

Les Dépêches de Brazzaville

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzo-

ukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice

Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain

Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté

de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,

Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,

Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsi-

gnet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi

Chef de production : François Diatoulou Mayola

Gestion des stocks : Elyv Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphany Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid

Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

La Cour constitutionnelle confirme la victoire de Denis Sassou N'Guesso dès le premier tour

L'institution, jouant le rôle de juge du contentieux électoral, a publié le 4 avril les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars dernier.

Le président sortant Denis Sassou N'Guesso est élu, dès le premier tour, avec 838.922 voix, soit 60,19 %.

Guy Brice Parfait Kolelas vient en deuxième position, avec 15,04 %. Il est suivi de Jean-Marie Michel Mokoko qui a obtenu 13,74 %. Les six autres candidats ont obtenu : Pascal Tsaty Mabiala : 4,67 % ; Nganguia Engambé Anguios : 0,21 % ; André Okombi Salissa : 4,12 % ; Claudine Munari née Mabondzot : 1,54 % ; Joseph Kignoumbi Kia Mboun-gou : 0,25 % et Michel Mboussi Ngouari : 0,24 %.



Le candidat Denis Sassou N'Guesso lors de son dernier meeting de la campagne à Brazzaville (DR)

Signalons qu'il y avait 2.161.839 électeurs inscrits pour 1.489.961 votants. On a noté 96.171 bulletins nuls et recueilli 1.393.790 suffrages exprimés. Ce scrutin présidentiel a mobilisé plusieurs électeurs ce qui justifie le fort taux de participation : 68,92%.

Rappelons que la requête aux fins de contestation des résultats du scrutin introduite par le candidat Guy Brice Parfait Kolelas, datée du 29 mars et déposée à la Cour constitutionnelle le 30 mars, a été rejetée au motif que le requérant a déposé sa demande d'annulation en retard, car la loi prescrit que le défaut de recevabilité constitue, par conséquent, un obstacle à l'examen de la requête.

Roger Ngombé

DECLARATION N°2 DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SUR LA SITUATION QUI A PREVALU A BRAZZAVILLE LE LUNDI 04 AVRIL 2016

Congolaises, Congolais,
Chers Compatriotes,

Lors de la déclaration du Gouvernement rendue publique il y a 24 heures, nous vous avons indiqué que nous pourrions être amenés à revenir vers vous en tant que de besoin.

Par la présente Déclaration, le Gouvernement de la République, dans un souci de transparence, tient à vous faire état de l'évolution de la situation créée par l'attaque terroriste perpétrée dans les quartiers sud de Brazzaville dans la nuit du dimanche 03 au lundi 04 avril. Tout d'abord, le Gouvernement félicite la Force Publique pour son professionnalisme et son efficacité. En effet, grâce à son intervention rapide, la situation a pu être maîtrisée. A ce stade, le bilan provisoire est le suivant :

- Bilan humain :

- Dix sept (17) morts, dont trois (3) éléments de la Force Publique, 02 (deux) civils et douze (12) assaillants ;
- 06 éléments de la Force Publique blessés, ainsi que quelques civils blessés, dont le nombre est en cours d'évaluation.

- Bilan matériel :

- 06 commissariats de police incendiés ;
- 02 postes de contrôle des Douanes, Eaux et Forêts incendiés ;
- 01 siège de Mairie d'arrondissement incendié ;
- Des domiciles privés saccagés ou incendiés ;
- De nombreux véhicules incendiés ;
- Des armes de guerre et des munitions emportées.

Le Gouvernement de la République rassure les populations de Brazzaville : l'ordre public est totalement rétabli dans les quartiers concernés.

Il invite les populations qui ont dû quitter leurs domiciles, du fait bien légitime de leur crainte devant ces événements, à bien vouloir repartir chez elles. Leur tranquillité ne sera plus remise en cause. La Force Publique y veillera.

Le Gouvernement de la République porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale qu'au cours de l'opération de police menée durant l'assaut, les services de sécurité ont procédé à l'interpellation d'une cinquantaine d'ex-miliciens, auteurs de l'attaque.

Les éléments en notre possession établissent qu'il s'agit bien d'ex-miliciens NINJAS NSI-LOULOU, toujours placés sous l'autorité de M. Frédéric Bintsamou, alias Pasteur Ntumi. Des preuves accablantes, détenues par les services compétents, renseignent clairement sur l'implication active de M. Bintsamou dans les événements de ce lundi.

Le Gouvernement de la République s'étonne donc des déclarations faites par ce dernier sur certains médias internationaux, laissant entendre que les violences perpétrées hier par ses adeptes seraient le fruit d'une colère spontanée.

L'utilisation d'armes lourdes, telles que des mitrailleuses montées sur une série de véhicules de type pick-up, l'usage de lance-roquettes par les assaillants et l'attaque simultanée de plusieurs points de la ville, indiquent au contraire que l'opération était soigneusement planifiée, coordonnée et exécutée.

Les personnes interpellées, ainsi que les éléments de preuve, seront mis à la disposition de la justice au terme des investigations menées par les services habilités.

Nous pourrions de nouveau être amenés à revenir vers vous, en tant que de besoin.

Fait à Brazzaville, le 05 Avril 2016

Le Gouvernement.

BRAZZAVILLE

Pierre Ngolo : « Le PCT condamne les attaques des quartiers sud »

Dans un entretien avec la presse nationale et internationale le 5 avril à Brazzaville, le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Ngolo a affirmé que les auteurs des événements du 4 avril dans les quartiers sud de Brazzaville devraient demander pardon au peuple congolais. Par la même occasion, il a salué la confirmation de la victoire du président Denis Sassou N'Guesso par la Cour constitutionnelle.

Question : Comment le PCT a-t-il accueilli la décision de la Cour constitutionnelle confirmant la victoire de Denis Sassou N'Guesso à l'élection présidentielle du 20 mars ?



Pierre Ngolo répondant aux questions de la presse

Pierre Ngolo : Tous ceux qui ont soutenu le candidat Denis Sassou N'Guesso ont vu leurs efforts récompensés. La victoire du candidat du Rassemblement de la majorité présidentielle est le fruit de la manifestation populaire. Dès le départ, nous disions que notre candidat présentait plus d'atouts de réussite que les autres. C'est pour cela que nos adversaires politiques redoutaient sa candidature. Nous saluons à cet effet tous les citoyens qui ont porté leurs suffrages sur notre candidat. Nous leur disons qu'ils ont fait le bon choix et ils ne seront pas déçus. Denis Sassou N'Guesso est le président de tous les Congolais et non de ceux qui l'ont

voté. Il s'investira pour que chaque citoyen congolais jouisse des droits qui lui sont reconnus par les lois congolaises. Nous voulons par la même occasion, féliciter également les autres candidats qui ont pris part à l'élection présidentielle. Après la décision de la Cour constitutionnelle, nous pensons que cet épisode est clos et chacun en tire les leçons et se prépare pour les autres batailles électorales.

Question : Quelle est l'appréciation que fait le PCT sur les attaques des quartiers sud de Brazzaville ?

P.N : Il est déplorable qu'en démocratie, nous vivions, de façon récurrente, ces genres de situation. Au niveau du PCT, du RMP voire du Pôle de consensus de Sibiti, nous militons pour que les citoyens congolais soient en paix et en liberté. Nous exhortons toujours les pouvoirs publics à créer les conditions qui garantissent la liberté et la sécurité des Congolais. Si d'aventure ces situations sont créées par les acteurs politiques, il est nécessaire que chacun sache que l'on vient au pouvoir pour servir les citoyens congolais et non se servir. Nous dénonçons le comportement de certains patriotes qui n'ont pas encore compris que la démocratie n'autorise pas la confiscation des libertés individuelles. Les populations des quartiers sud de Brazzaville sont des citoyens congolais. Elles ne constituent pas une République à part. Nous fustigeons ceux qui les prennent en otage. Nous étions très malheureux le 4 avril de voir les pauvres femmes, hommes et petits enfants, baluchons sur la tête, se diriger vers d'autres quartiers dans l'espoir d'avoir un abri. Cela ne doit plus se répéter.

Question : Que répondez-vous à l'opposition qui affirme que ces événements sont une manipulation du pouvoir ?

P.N : Je considère cette appréciation de l'opposition comme un manque de considération pour les citoyens congolais. C'est une volonté manifeste de manipulation de l'opinion. Les acteurs politiques qui font ce genre de déclarations n'ont pour préoccupation que de venir au pouvoir non pas pour servir le peuple, mais pour assouvir les appétits personnels. Nous nous demandons pour quel intérêt le pouvoir pourrait créer une situation de trouble dans les quartiers sud de Brazzaville.

Roger Ngombé

BRAZZAVILLE

Les habitants des quartiers sud regagnent leurs domiciles

Après une longue journée très mouvementée, pleine de stress, certaines personnes vivant à Bacongo, Makélékélé, Kinsoundi, Moukoundzi Ngouaka, Météo, Diata, Mfilou et autres ont commencé mardi à repartir chez elles, non à pied comme le jour précédent, mais cette fois, à bord des mini bus, taxis ou voitures personnelles puisque le calme est revenu. D'autres, par mesure de prudence préfèrent « observer un peu ».



Le pasteur Nkéhani posant avec des enfants déplacés

Très tôt, et durant toute la journée, des milliers de personnes (hommes, femmes, enfants, jeunes et vieux), chargés d'effets personnels se sont pressés à regagner leur domicile pour vaquer normalement à leurs occupations et mettre de l'ordre dans des maisons qu'ils étaient contraints d'abandonner la veille.

« La libre circulation a été rétablie. Nous avons eu peur et nous avons quitté notre maison à cause des tirs et des bombardements. Apeurés, nos enfants ne supportaient pas les détonations d'armes automatiques et lourdes. Maintenant, il n'y a plus de problème, surtout qu'on n'entend plus les crépitements d'armes », a réagi un enseignant vivant à Mfilou, mais qui s'est retrouvé hier à Moukondo, et qui s'apprête à regagner son quartier.

Le sentiment de lassitude gagne les déplacés

Dans la cour de l'église catholique, Saint-Esprit située au Rond-point Mougali, dans le quatrième arrondissement, où plus de 800 familles ont trouvé refuge, l'abbé Frank Moubayi, curé de cette paroisse qui déplore les conditions d'accueil, a confirmé que petit à petit, les gens sont en train de regagner leur maison.

« Il faut noter que les conditions de vie ne sont pas réunies pour qu'ils continuent à rester ici, car il n'y a pas de douches, juste, trois portes de latrines. Du coup, les déplacés sont obligés d'aller faire leur besoin dans la nature », a regretté le curé. A l'entrée de la paroisse, usé par le chagrin, la lassitude devient le maître mot des propos de certains. Un peu plus loin, assis sur une planche, un homme âgé d'une cinquantaine d'année, visiblement épuisé suite à la longue marche de la veille, tente d'expliquer son calvaire. Sans oublier quelques bavures attribuées aux agents de l'ordre qui viennent encore enfoncer le couteau dans la plaie.

« Nous avons été fouillés par des agents de l'ordre vers le rond-point de la préfecture. Ces derniers en ont profité pour nous ravir quelques billets de banque que nous possédions », lancent trois jeunes hommes.

« Depuis hier, je n'ai pas encore mangé, car je suis stressé. En venant ici, devant mon barrière, un policier a ravi mon téléphone et quelques sous. Nous les votons et ils nous font marcher encore... Aujourd'hui, les Congolais savent que le chemin de la violence ne conduit à rien », réagit un homme d'une cinquantaine d'années, travaillant dans une boulangerie à Bacongo.

L'église est restée fermée, mais dans la cour où ils ont passé leur première nuit à la belle étoile, les enfants, moins stressés que leurs parents jouent avec leurs petits camarades rencontrés sur place. En pareille situation, quelques particuliers prennent de bonnes initiatives et font preuve de solidarité. A notre sortie, un véhicule chargé d'eau potable faisait son entrée dans la paroisse. Un jeune homme qui a requis l'anonymat est venu pour approvisionner les familles déplacées en eau.

Les autres sites tels que, l'Église Kimbanguiste située au Plateau de quinze ans, l'école de peinture de Poto-Poto et l'Église Sainte-Anne qui n'ont pas connu d'affluence se sont presque vidés. En passant, on peut apercevoir à peine une dizaine de personnes assises dans la cour à côté de leurs bagages.

Le geste d'un bon samaritain...

Offrir son hospitalité sans la moindre inquiétude, c'est la résolution prise par l'apôtre Roston Nkéhani, responsable d'une église de réveil. Plus d'une dizaine de familles composées d'environ soixante personnes ont trouvé refuge à son domicile situé dans la périphérie sud de Brazzaville, au quartier la base. Du coup, sa demeure s'est transformée en un site des déplacés.

Ces personnes, a-t-il dit en souriant, ne sont pas seulement composées des fidèles de son église, ni de sa famille, mais aussi des autres familles en quête de refuge.

« C'est par solidarité que j'ai reçu aussi bien les personnes que je connais et celles que je ne connais pas. Car c'est dans des moments pareils que le chrétien doit faire preuve de son amour envers son prochain, je ne pouvais donc pas seulement accueillir les miens, mais aussi ceux qui sont simplement dans le besoins », a-t-il indiqué.

Dans les marchés de la place....

Bien que les événements se soient déroulés dans la partie sud, quelques perturbations ont été observées au centre de la capitale et dans les marchés, notamment celui de Mougali.

Jusqu'à mardi 12heures, ce marché n'avait pas encore retrouvé son ambiance habituelle. Toutefois, deux tendances ont été observées : le secteur d'approvisionnement en vivre reprenait peu à peu, tandis que ceux habituellement occupés par les femmes vivant dans les quartiers sud sont restés vides. Visages perdus, les commerçants

Ouest africains, devant leurs étals de chaussures tentent désespérément par un appel d'attirer l'attention des clients. Ces derniers semblent plutôt être intéressés par des produits vivriers. « Dans pareil moment, nous privilégions le manger et non l'habillement », lance une jeune femme se dirigeant vers les poissons fumés. « Mais la guerre est finie. La vie a repris », réplique le commerçant.

Par contre, les établissements de commerce installés sur l'avenue de la paix sont restés ouverts. La circulation, elle, a repris normalement dans la ville. Comme en témoigne l'embouteillage observé sur l'avenue de la paix, en passant par le rond-point Jacques Opangaut jusqu'à Mazala, au quartier Moukondo.

Le grand marché total n'a pas encore repris, mais les commerçants habitués à exercer quelque chose ont préféré envahir l'artère principale de l'avenue de l'OUA. « Nous sommes habitués à vendre pour nourrir nos familles. Ce n'est pas bon de rester sans rien faire », a réagi une jeune femme, vendeuse de poisson salé.

Le grand marché total n'a pas encore repris, mais les commerçants habitués à exercer quelque chose ont préféré envahir l'artère principale de l'avenue de l'OUA. « Nous sommes habitués à vendre pour nourrir nos familles. Ce n'est pas bon de rester sans rien faire », a réagi une jeune femme, vendeuse de poisson salé.

La prise en charge des déplacés...

Depuis hier, le regard des déplacés, comme nous l'a fait entendre l'un d'eux, est tourné vers les autorités du pays pour une quelconque assistance. A ce propos, des délégations de la Croix-Rouge, du CICR, du ministère des Affaires sociales et de l'action humanitaire ont effectué le 5 avril une descente dans différents sites ouverts dans les églises catholique, protestante et Kimbanguiste pour se faire une idée du nombre de déplacés évalué à environ 35.000 personnes.

Rappelons que, c'est dans la matinée du 4 avril que des milliers d'habitants des quartiers sud de Brazzaville avaient fui leurs maisons après plusieurs heures d'échanges de tirs et de bombardements provoqués par une attaque menée contre des bâtiments publics à Mayanga, Makélékélé etc.

En début d'après-midi déjà, les autorités du pays, à travers le ministre de la Communication et des médias, chargé des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Thierry Mougalla, avaient lancé un message radiotélévisé, invitant les populations à rester se reines et à vaquer à leurs occupations quotidiennes, rassurant que la situation était maîtrisée.

Yvette Reine Nzaba, Lopelle Mboussa Gassia et D. Emilia Gankama

PAIX ET SÉCURITÉ

L'ONU appelle les acteurs congolais à faire preuve de retenue

Suite aux exactions constatées, dans la nuit du 3 au 4 avril, dans des quartiers sud de Brazzaville, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations-Unies pour l'Afrique centrale, Abdoulaye Bathily a incité les acteurs politiques et les forces de défense et de sécurité du Congo à faire preuve de retenue.

Dans une déclaration publiée le 5 avril à Libreville au Gabon M. Bathily a exprimé sa vive préoccupation après les récents affrontements entre des hommes armés et la force publique. Une situation dont il dit suivre de près l'évolution. Le diplomate onusien a mentionné que cette situation a entraîné un mouvement de panique ainsi que le déplacement d'une partie de la population et « condamne énergiquement ces actes de violence ».

« Le Représentant spécial du Secrétaire général appelle toutes les parties prenantes congolaises, notamment les acteurs politiques, et les forces de défense et de sécurité, à faire preuve de retenue et de responsabilité. Il les exhorte à privilégier l'intérêt du pays et du peuple congolais, en s'abstenant de toute action susceptible de compromettre les précieux acquis obtenus à la suite d'une longue et difficile période d'instabilité qu'a connue le pays et dont il tente encore de se remettre », peut-on lire dans ce document. Pour finir, Abdoulaye Bathily a souligné l'importance du dialogue et du consensus pour trouver une solution pacifique et durable aux contentieux issus des récents développements politiques dans le pays.

La Rédaction

DECLARATION DE LA COORDINATION INTERNATIONALE DE LA SYNERGIE D'OBSERVATION ELECTORALE DE LA SOCIETE CIVILE AFRICAINE ET DE LA DIASPORA

A L'ISSUE DES EVENEMENTS DU 04 AVRIL 2016 ET DE LA PROCLAMATION DES RESULTATS DEFINITIFS DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DU 20 MARS 2016 EN REPUBLIQUE DU CONGO

La Cour Constitutionnelle de la République du Congo, vient en soirée du lundi 04 Avril 2016, et ceci conformément aux dispositions de la loi électorale en vigueur dans le pays, de proclamer les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016.

Bien paradoxalement, des événements et incidents graves, fruit et conséquences d'un climat délétère entretenu et ourdi contre le Congo, ont éclaté dans les quartiers sud de Brazzaville dans la matinée de ce même jour, endeuillant non seulement des familles congolaises, mais aussi faisant déplacer bon nombre d'entre elles de leurs quiétudes et lieux d'habitation habituelles.

Notre synergie internationale de coordination, forte des constats factuels de son processus d'observation intégral, tient à déplorer et à condamner cette attaque post-électorale inqualifiable contre les valeurs démocratiques et la vie paisible des Congolais.

Elle s'insurge contre de tels agissements qui ne font que saper la cohésion sociale et la quiétude du peuple souverain congolais dans toute son entité sans exclusive.

Elle invite chaque fils et chaque fille du Congo, dans toute sa composante, à la retenue et dans la légalité républicaine, premiers gages de toute vertu démocratique.

Elle lance un appel pressant aux institutions africaines notamment l'Union Africaine et les organisations sous-régionales, à toute la Communauté internationale dans son ensemble et surtout envers les ONG des droits de l'Homme telles que Amnesty International et Human Right Watch, à ouvrir en amont les yeux sur l'origine de cette attaque et de leurs commanditaires contre la démocratie, cette attaque injustifiée en période post-électorale n'en étant qu'un corollaire dont ne doit aucunement pâtir, quelles que soient les raisons, le peuple congolais et ses populations.

Elle invite enfin chaque fils et fille du Congo, d'où qu'il réside, qu'il soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Congo, à éviter tout verbiage de haine et d'incitation à la haine ainsi que toute déclaration ou propagande tendancieuse pouvant mettre à mal la cohésion nationale ainsi que toute instrumentalisation qui pourrait tout simplement ramener en des lustres et en arrière la Nation congolaise.

En intelligence d'actions avec ses consœurs de plates formes nationales de la société civile congolaise avec laquelle elle a œuvré en synergie pour plus de visibilité et de présence sur le terrain comme à l'accoutumée, notre dynamique de coordination internationale produira à l'effet comme cela se doit, conformément à la déontologie de l'observation internationale, un explicite rapport final de leurs diverses missions au Congo, consécutif à leurs diverses déclarations ou communications préliminaires de scrutins.

Puisse la Paix régner au Congo, au bénéfice et profit de tous ses fils et populations y vivant, qui n'aspirent qu'à la quiétude républicaine pour aller de l'avant dans une Afrique de dialogue, de concertation et de respect des valeurs démocratiques et républicaines pour un développement durable.

Fait et publié à Brazzaville ce 05 Avril 2016

Pour la Synergie Internationale de Coordination

Le Délégué à l'International de la dynamique

Dr TOURE Dagbara Innocent

Contacts : (0033) 753 87 33 34 / (0033) 175 49 52 03

EDUCATION CIVIQUE

« La jeunesse congolaise est très passive », estime Vanessa Metou

Juriste spécialiste en droit pénal international, Vanessa Metou a fait cette remarque le 2 avril dernier à l'occasion de la conférence-débat organisée sur le thème : « Jeunesse congolaise et citoyenneté active » par le cabinet d'analyse Géoéconomique, géostratégique et géopolitique.

Présentant sa communication devant des étudiants de la Faculté de droit de l'université Marien-Ngouabi, de l'Université internationale de Brazzaville (UIB) et de bien d'autres invités, tous enthousiasmés, la conférencière a indiqué que ce thème est parti d'un constat qui révèle que la jeunesse était souvent désengagée. C'est ainsi que Vanessa Metou a rappelé aux participants l'importance d'être un citoyen actif ; les bienfaits d'une citoyenneté active ; ses valeurs et ses retombées positives dans une société comme le Congo.

« Dans l'ensemble, la jeunesse congolaise est très passive. Nous sentons un engouement d'une certaine couche de la jeunesse pour des mouvements politiques, c'est juste par un effet de foule. Les jeunes ne sont pas conscients de leur engagement, ils le font juste par fanatisme ou par affiliation ou par profit », a indiqué l'ancienne étudiante de l'UIB, invitant les jeunes à l'engagement.



Au-delà de l'adage qui dit que les jeunes sont l'avenir, force est de reconnaître, a-t-elle constaté, qu'un certain désengagement de la jeunesse congolaise s'opère envers des institutions démocratiques. Revenant sur la citoyenneté active, elle l'a défini comme étant la participation de la société civile à la communauté, à la vie politique caractérisée par le respect mutuel et la non-violence, conformément aux droits de l'Homme et à la dé-

mocratie. « Si nous nous désengageons ou si nous ne nous engageons pas pour les bonnes causes, qu'est-ce que nous pouvons attendre de notre société ? Nous sommes très souvent les premiers à nous plaindre de ce qui ne va pas. C'est justement l'absence d'une citoyenneté active, car si nous nous y impliquions depuis longtemps, nous ne serions pas passifs à certaines choses, nous ne laisserions pas les choses être

Une vue de l'assistance / crédit photo Adiac

gérées par d'autres personnes », a expliqué Vanessa Metou. Situait l'auditoire sur les droits et devoirs qui contribuent au développement d'un pays, elle a également souligné que la citoyenneté active pouvait être un facteur de développement. L'oratrice a aussi présenté les trois composantes de la citoyenneté active que sont : la citoyenneté civile ; la citoyenneté politique et la citoyenneté sociale. En effet, la citoyenneté active

dispose de plusieurs dimensions dont celles liées aux aspects politiques, sociaux, économiques et culturels.

Elle a, par ailleurs, rappelé à l'assistance les valeurs que prône la citoyenneté active. Il s'agit, entre autres, du patriotisme et de la démocratie ; la participation aux élections ; le respect des institutions républicaines ; la dignité ; l'intégrité ; l'honnêteté ; la pudeur ; le courage et la justice (équité, égalité, la loyauté). « Voilà les valeurs citoyennes que devra prôner tout jeune activiste. Ces valeurs contribuent à la bonne santé d'une société et ont des incidences sur le développement d'un pays », a-t-elle indiqué.

Parlant enfin des effets positifs de la citoyenneté active, Vanessa Metou a cité la mise en évidence de l'honnêteté, la probité, l'intégrité, la solidarité, la valorisation de l'expertise nationale, l'excellence, la transparence. A cela, s'ajoutent, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, les conditions d'innovations. Rappelons que le cabinet d'analyse Géoéconomique, géostratégique et géopolitique est présidé par le ministre en charge des questions d'éducation civique et de la jeunesse, Anatole Collinet Makosso.

Parfait Wilfried Douniama

AVIS DE RECHERCHE

Monsieur Faustin Parfait Boro, proviseur au lycée Technique Commercial 1er mai, demande à toute personne de bonne foi ayant ramassé 1 sac de couleur marron contenant des documents portant son nom (permis de conduire, passeport, diplôme, et autres), de bien vouloir les déposer dans les endroits ci-après : la Télévision Congolaise, le lycée technique Commercial 1er mai, ou encore de téléphoner aux numéros suivants : 055516792 ; 066749253 ; 066662282 ; 055825421 ; 055215778.

NB : le sac a été perdu vers la cité des 17, Moukondo, sur l'avenue Andrade Guitierrez.

À VENDRE

Voiture de marque
Toyota Yarhis (gasoil)
en bon état.

Prix : 4 millions FCfa
Contact : 06 666 70 65

ASSAINISSEMENT

La plateforme « Bana Talangai » organise une opération de salubrité à l'école primaire Fleuve Congo

Envahi quasiment par l'herbe, cet établissement d'enseignement général, situé dans le 6^e arrondissement de Brazzaville, notamment en diagonal de l'hôpital de base Talangai, a reçu le 5 avril la visite des jeunes des quartiers 64 et 65

Munis de machettes et de houes, ces jeunes regroupés au sein de la plateforme « Bana Talangai », que dirige Gildas Andzouana, ont retroussé leurs manches en dépit de l'emplacement de l'école Fleuve Congo, située dans une zone marécageuse. « Nous avons commencé par l'école primaire Fleuve Congo parce que c'est l'unique établissement public que nous avons dans nos deux quartiers. Depuis sa réhabilitation en 2012, après avoir été endommagée par les explosions du 4-Mars de la même année, cette école est négligée du point de vue de l'assainissement », a expliqué Gildas Andzouana qui a participé lui aussi à l'opération. Cette action est une façon pour le président de la plateforme « Bana Talangai » d'accompagner les pouvoirs publics, notamment le gouvernement dans sa nouvelle marche vers le développement. « Nous avons d'autres actions à mener dans notre arrondissement, mais à Fleuve Congo, il y a un problème parce que la zone est humide et



Les membres de la plateforme « Bana Talangai » pendant l'opération / crédit photo Adiac

l'herbe pousse à tout moment, nous avons des contacts avancés à la mairie de Talangai afin de nous doter de matériel adéquat pour ce genre d'action », a-t-il conclu. Le geste posé par « Bana Talangai » n'a pas laissé indifférents les responsables de l'école primaire Fleuve Congo. « Je ne peux que remercier cette association qui a pris l'engagement de nous aider à nous débarrasser de cette forêt qui commençait déjà à nous embêter. C'est vraiment une joie pour nous, nous sommes ravis de ce qu'ils sont venus faire, mais il ne faut pas que cela s'arrête aujourd'hui ; qu'il y ait une continuité », espère Mathilde Goulako, directrice de la vague B. Interrogée sur l'opération de salubrité instaurée depuis lors dans les établissements scolaires pour mener ce genre d'action, elle a répondu que celle-ci est toujours

organisée. Selon elle, c'est l'état dans lequel se trouve cette école qui fait défaut. « Nous sommes dans une zone très marécageuse. Malgré ce que nous faisons, il n'y a toujours pas de visibilité. Si vous revenez ici dans une semaine, vous verrez que l'herbe a poussé rapidement. Il faudrait que nous ayons du matériel adéquat pour ce type d'opération afin de la pérenniser. Les petits enfants le font, mais lorsque l'herbe a poussé tel que vous le constatez, c'est difficile pour désherber », s'est-elle plainte.

Pour rappel, créée le 4 août 2011, la plateforme « Bana Talangai », est une organisation qui œuvre dans le domaine des actions sociales. Elle a également fait de l'assainissement et de la salubrité son cheval de bataille.

Parfait Wilfried Douniama

BÉNIN

Patrice Talon va consacrer son mandat à la relance économique de son pays

Elu président du Bénin à l'issue du second tour de l'élection présidentielle du 20 mars, Patrice Talon, homme d'affaires béninois et ancien exilé politique qui succède à Thomas Boni Yayi, sera investi ce mercredi, en présence de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement. Il espère donner le meilleur de lui-même pour favoriser le développement de son pays.

Après la passation des charges à la présidence de la République suivie de son investiture, Patrice Talon, élu démocratiquement tout comme son prédécesseur en 2006, ne devra pas attendre longtemps pour se mettre au travail dans le cadre de son programme de société : « Le Nouveau Départ ».

Le nouveau président entend consacrer son mandat qui s'étendra jusqu'en 2021 à la relance économique et aux réformes, notamment politiques pour impulser une nouvelle dynamique dans le pays. Cela se fera dans le cadre de son projet de société qui vise avant tout à instaurer un climat favorable à la création de richesses en vue d'une part, de promouvoir l'investissement privé et la création d'emplois notamment pour les jeunes et les femmes et d'autre part, pour la réduction de la pauvreté. Ceci pour assurer un revenu décent et une protection sociale à tous les Béninois.

Le peuple béninois attend donc

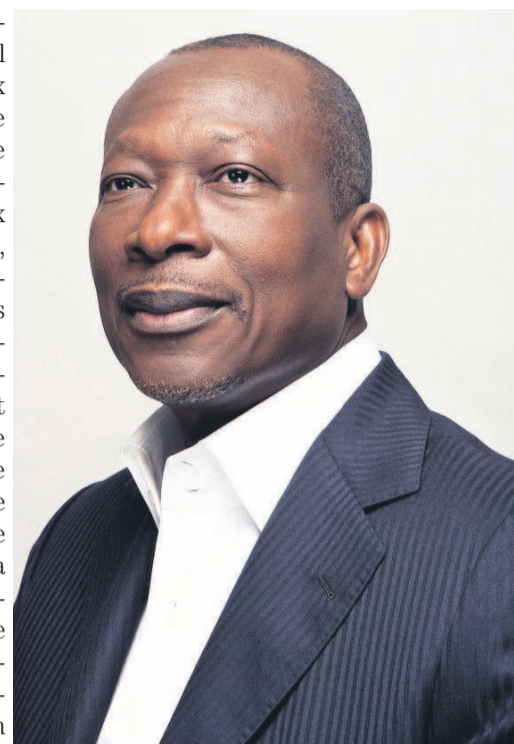
beaucoup du projet de société du président élu, qui vise également à permettre à l'Etat de disposer de ressources pour jouer pleinement son rôle en matière de protection sociale ainsi que dans les domaines particuliers de la santé et de l'éducation. Tenant compte de ces nombreux défis qui l'attendent, le président envisage de traduire son action sur cinq axes jugés prioritaires : rétablir un Etat respectueux des principes de la démocratie, accroître le potentiel des ressources humaines de son pays, assurer la protection sociale et le bien-être pour tous, mobiliser de manière stratégique les ressources financières et dynamiser les secteurs créateurs de richesses et d'emplois. Ces cinq axes seront impactés par trois thèmes transversaux que sont : la nouvelle politique de partenariat public-privé ; le développement durable et inclusif et les TIC comme catalyseur de dynamisme économique et de modernisation. Le volet économique de ce vaste

programme basé d'une part sur la rigueur de la gouvernance, et d'autre part sur le partenariat public-privé est celui sur lequel le peuple ne voudra tolérer un quelconque échec en raison des attentes des jeunes et des femmes. Pour ce faire, l'Etat devra s'employer à utiliser son potentiel comme un levier pour la mobilisation par le secteur privé des ressources financières nécessaires aux investissements pertinents. Quant au financement des besoins propres de l'Etat, les Béninois savent que selon le projet de Patrice Talon, il sera assuré d'une part par les ressources intérieures et d'autre part auprès des institutions de financement du développement, ainsi que des organismes privés nationaux et internationaux de financement. Le peuple espère que les orientations majeures contenues dans le programme du président ne tarderont pas à être appliquées par son gouvernement. Ces orientations portent sur les réformes

politiques et administratives, le nouvel Etat de droit, le choix de la compétence comme critère de gouvernance, la pertinence dans le choix des investissements, la rigueur dans l'utilisation des ressources publiques, l'assainissement des régies financières. S'y ajoutent la réduction drastique du train de vie de l'Etat, la politique de la diplomatie de développement, la valorisation du patrimoine touristique et culturel et des actions incitant à améliorer la formalisation de l'économie, sans

oublier le nouvel environnement générateur de dynamisme économique.

Si le gouvernement ne faillit pas dans sa mission, cette feuille de route sera donc un atout capable d'accroître les ressources intérieures et de restaurer la crédibilité dans la mobilisation significative des financements.



Le président Patrice Talon

Mais il faudra aussi que dès le début du quinquennat, que les nouvelles autorités béninoises procèdent à la mobilisation rapide de ressources financières pour réduire la dette intérieure et réaliser les investissements d'extrême urgence.

Nestor N'Gampoula

SOMMET HUMANITAIRE MONDIAL

Ban Ki-moon exhorte les Etats à faire de cette rencontre un moment historique

Les Etats membres de l'Organisation des Nations-unies (ONU) tiendront fin mai à Istanbul (Turquie), un Sommet mondial consacré à la situation humanitaire. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a invité lundi les participants « à faire de ce sommet un moment historique, en lançant un message de solidarité et de soutien aux 125 millions de personnes vivant dans une situation aigüe ».

A l'issue d'une réunion préparatoire du Sommet à New York, Ban Ki-moon a estimé que la rencontre consacrée aux actions humanitaires « est une occasion unique pour impulser une dynamique de changement et envoyer un message de solidarité et de soutien aux 125 millions de personnes qui se trouvent dans une situation de crise aigüe ». Quelques pays ont également initié des rencontres similaires en vue d'impulser la solidarité internationale, des actions saluées par le patron de l'ONU. Par ailleurs, le secrétaire général de l'ONU se dit engagé pour la réussite de ce sommet qui débute le 23 mai. Pour cela, il entend mettre en place « un segment » des chefs d'Etat qui devront préparer une feuille de route d'actions pour l'humanité. « Ce segment permettra de discuter des cinq responsabilités fondamentales du Programme d'actions pour l'humanité. Ces responsabilités sont les suivantes : faire preuve de volonté politique pour prévenir et faire cesser les conflits ; faire respecter les normes qui protègent l'humanité ; ne laisser personne de côté ; améliorer les conditions de vie – fournir une aide ne suffit plus, il faut mettre fin au dénuement ; investir dans l'humanité », a-t-il expliqué.

Ban Ki-moon a promis qu'en marge du sommet, il réunira des délégués des Etats membres et des représentants de la société civile et du secteur privé pour discuter de ces responsabilités fondamentales. « Ces engagements sont volontaires et non contraignants. En plus, le Sommet humanitaire mondial n'est pas le point final. Cela doit être le début d'une nouvelle ère de solidarité internationale pour mettre fin aux terribles souffrances vécues par les personnes affectées par les conflits et les catastrophes et qui ont besoin de nous », a-t-il précisé.

Ce grand rendez-vous de solidarité arrive à un moment où l'Afrique et le reste du monde font face à des phénomènes dramatiques sans précédent. Le nombre de déplacés et réfugiés dans le monde a atteint le chiffre record de 60 millions. Des Somaliens, des Erythréens, des Syriens..., plusieurs milliers de personnes continuent de fuir chaque jour leurs domiciles en raison de conflits, s'alarme le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. En Afrique de l'est, ce sont quelque 4 millions d'individus qui ont besoin d'aide alimentaire à cause du phénomène climatique El Niño, ont tiré récemment averti des ONG humanitaires.

Fiacre Kombo

VOTRE COURANT N'EST PAS STABLE ?
NOUS AVONS LA SOLUTION POUR VOUS !!!



AT
elec

AVEC LA NOUVELLE TECHNOLOGIE
DES RÉGULATEURS ATELEC (100% CUIVRE),
SÉCURISEZ VOTRE MATÉRIEL.

Disponible chez BUROTOP IRIS

4 Avenue FOCH - Brazzaville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

FORMATION DU GOUVERNEMENT

Faustin Touadera justifie le choix de son Premier ministre

Pour le président Faustin Archange Touadera, il s'agit d'une personnalité neutre qui pourrait faire l'unanimité. Il l'a fait le lundi 04 avril, au cours d'une réunion à la présidence.

Pour le président Touadera, ce choix est un impératif bien que la majorité n'est pas encore dégagée. C'est pourquoi, il a fait « le choix d'un homme neutre qui n'appartient pas à la classe politique ». Le nouveau président reconnaît cependant que la configuration de la « future majorité parlementaire n'étant pas encore claire, le choix qui s'impose à moi, c'est de nommer au poste du Premier ministre une personnalité neutre, non issue d'une formation politique pour ne pas diviser tous les acteurs et personnalités politiques ».

Il a insisté en disant que « ce

choix, je l'ai fait en toute âme et conscience puisqu'il intervient dans un contexte que je n'ai pas besoin de vous décrire (...) et le second tour des élections législatives est en cours, et ne connaîtra son terme que le 27 avril (...), vous comprenez donc que je ne peux pas attendre l'issue de ce second tour pour former le gouvernement ». Pour Bengué Bossin, un leader politique, le choix du Premier ministre est juste et légitime. « On ne pouvait pas attendre la fin du mois pour avoir le gouvernement. Tous les leaders politiques sont d'accord sur ce point », a-t-il déclaré.

Le président Touadera a donné des consignes à son Premier ministre de se mettre en rapport avec les partis politiques pour la formation du gouvernement dans la semaine. Mais il a insis-

té sur les critères de choix des membres dudit gouvernement. « Je tiens à ce que les prochains ministres répondent aux critères de compétences, d'intégrité morale et qu'ils soient représentatifs de toutes les préfectures de la République Centrafricaine. J'attends aussi que les femmes puissent faire partie de ce gouvernement », a-t-il projeté.

Au cours de cette réunion qui a terminé avec les congratulations aux personnalités et partis politiques qui l'ont soutenu, la société civile n'était pas invitée. Le Premier ministre centrafricain, Simplicie Mathieu Sarandji, a été nommé samedi 2 avril 2016, le jour de la démission du gouvernement de transition, soit deux jours après la prise de fonction du président Touadera.

PRIMATURE

Qui est le nouveau Premier ministre centrafricain ?

Le Pr Simplicie Mathieu Sarandji, maître de Conférences de Géographie et ancien directeur national de campagne de Faustin Archange Touadera, a été nommé Premier ministre le week-end dernier.

Simplicie Mathieu Sarandji est ancien directeur de cabinet de Touadera pendant 5 années, quand il était Premier ministre. Il est directeur national de campagne de Touadera pendant les élections passées. Il est né le 04 Avril 1955 à Baoro à l'ouest de

la Centrafrique. Il a fait ses parcours à l'université de Bangui où il a été même chef de département d'Histoire- Géographie avant de devenir Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.

Le nouveau Premier ministre fut secrétaire général de l'université de Bangui avant d'être rappelé à la Primature comme directeur de Cabinet. Il est diplômé de l'université Michel de Montaigne Bordeaux III en France. Ses proches le présente comme « complice de

Touadera » car, ils ont commenté à œuvrer ensemble quand Touadera fut recteur et Sarandji secrétaire général de l'université de Bangui. L'homme est aussi présenté comme un technocrate car, il est loin de la politique.

Sa nomination vient un jour, avant celle de Firmin Ngrebada, ancien directeur de cabinet adjoint à la primature sous Touadera, nommé directeur de Cabinet à la présidence de la République avec rang et prérogatives du ministre d'Etat.

INSÉCURITÉ

Des morts et blessés dans des violences à Kaga-Bandoro

La ville de Kaga-Bandoro a été le théâtre d'un affrontement ayant opposé la semaine dernière des ex-Séléka entre eux, faisant 2 morts et 4 blessés. Deux autres personnes ont été blessées par armes blanches dont un humanitaire.

Selon les informations parvenues au RJDH, le weekend dernier a été le théâtre de violences dans certains endroits de la ville de Kaga-Bandoro. Un humanitaire conducteur a été blessé à son domicile par des hommes armés non identifiés au quartier Gobongo dans le 8e arrondissement de la ville de Kaga-Bandoro, aux environs de 3 heures du matin. Selon les informations du RJDH, il s'agissait d'un acte de

braquage.

Un autre transporteur a été lui aussi grièvement blessé, au moment de la livraison de ses produits agricoles le samedi dernier. Maxime Ndoguet, l'une des victimes a témoigné au RJDH. « J'avais 90 sacs d'arachides dans le véhicule. Ils ont exigé le déchargement par eux même, en plus des frais de stationnement. Je leur ai dit que je n'ai pas d'argent et qu'ils arrêtent le déchargement. Immédiatement, je commençais à recevoir des coups de bâton. J'ai eu des blessures au front et un peu partout sur le corps avant d'être conduit à l'hôpital », a relaté la victime.

Selon les informations du RJDH, les agresseurs étaient au nombre de dix, en armes

blanches. Un autre épisode est survenu dans la mi-journée du samedi 02 avril où il y a eu 2 morts et 4 blessés au marché à bétail dans le 4e arrondissement de ladite ville.

« Les responsables du marché à bétail qui sont les ex-combattants de Séléka ont décidé d'ériger une nouvelle équipe des chargeurs en plus de la première équipe, mais cette décision n'est pas du tout partagée par d'autres éléments. C'est ainsi qu'il y a eu affrontement entre eux », a fait savoir une source locale. Le manque de l'autorité de l'Etat dans la Nana-Gribizi depuis 3 ans a affecté la zone. Kaga-Bandoro est devenue un véritable lieu de jungle, où des cas de violences sont récurrents.

ETATS-UNIS/RCA

Washington engagée à soutenir le rétablissement de la sécurité en Centrafrique

Samantha Power, l'ambassadeur des Etats-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU, qui a conduit la délégation de la Maison Blanche pour l'investiture de Faustin Archange Touadera, a réitéré la volonté du gouvernement américain à soutenir le gouvernement centrafricain pour rétablir la sécurité dans le pays. Elle a fait la promesse lors d'une conférence de presse ce 30 mars 2016 à Bangui.

Samantha Power n'a pas manqué de mesurer la grandeur des défis sécuritaires dans le pays. « Je sais que les défis auxquels le peuple centrafricain est confronté sont énormes. Il y a des milices qui continuent de terroriser le pays, il y a des difficultés économiques et des centaines de milliers de personnes déplacées et en ce moment n'ont pas vraiment des perspectives raisonnables pour retourner dans les endroits où ils aimeraient bien habiter », a-t-elle fait observer. Pour elle, tous ces défis sont sur-

montables, mais le plus grand défi où les Etats-Unis auront plus à consacrer son action, est le renforcement des institutions, l'appui aux forces de sécurité et la lutte contre la corruption. « Tous ces défis ne vont pas disparaître simplement parce que vous avez élu un nouveau président, je voudrais dire pour rassurer la population centrafricaine que les Etats-Unis sont là pour le long terme », a déclaré Samantha Power. Pour l'envoyée américaine, l'espoir est permis. « La génération de vos enfants ne vont pas vivre de la même manière que les générations passées. Ils auront une sécurité, des opportunités et une dignité que les générations précédentes n'ont pas connues », a-t-elle espéré. La délégation américaine a visité certains camps des déplacés à l'intérieur du pays et a échangé avec certains membres de la société civile et autorités centrafricaines. La délégation américaine à l'investiture de Touadera était composée de 7 personnes.

Les sages de la ville de Batangafo s'activent dans la recherche d'un jeune kidnappé

Selon des témoins, le jeune homme, un commerçant a été enlevé ce week-end dans le marché de ladite ville par des inconnus. Le comité des sages constitué des communautés musulmanes et chrétiennes de la ville, se mobilise pour le retrouver.

Selon Simplicie Oro président de la jeunesse de la ville, les sages sont au chevet de la famille du kidnappé. « Nous avons enquêté jusqu'au près des proches du jeune homme pour avoir plus d'informations sur ce dernier », a-t-il dit. Selon la même source, une fausse alerte

fait état d'un corps enterré au bord d'un cours d'eau appelé Lakouanga. « Une femme proche des ex-Séléka nous a fait signaler la présence d'un cadavre qui serait enterré au bord du cours d'eau Lakouanga, mais après plusieurs recherches rien a été découvert et le jeune reste toujours introuvable ».

Le jeune commerçant a été kidnappé le 1er avril dans l'après-midi au marché de Batangafo par des hommes en armes assimilés aux ex-Séléka. La Minusca et les autorités locales avaient lancé une enquête pour le retrouver et identifier les présumés auteurs.

RECRUESCENCE D'EBOLA AU LIBÉRIA

Les autorités appellent au calme

Suite à la confirmation, le 1er avril par le gouvernement, de la mort d'une femme de 30 ans due au virus d'Ebola, le ministère libérien de la Santé a demandé aux populations de ne pas céder à la panique.

Selon le test, des échantillons de sang de la femme s'est révélé positif au virus d'Ebola. Ce nouveau cas est apparu plus de deux mois après que les autorités eurent annoncé plus de 4.800 décès causés par le virus Ebola. Un responsable sanitaire a déclaré que l'apparition de ce cas constitue un revers pour les progrès réalisés dans la lutte contre le virus. En Guinée, pays voisin, Ebola a tué sept personnes ces dernières semaines. Mais on ne sait pas encore si cela a une liaison avec le cas du Liberia. Après l'annonce récente de nouveaux cas en Guinée, le gouvernement libérien a fermé ses frontières avec la Guinée. Le 16 mars, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rapporté des symptômes d'Ebola en Guinée, tout en faisant référence à un cas en Sierra Leone. Malgré ces récents décès, l'Organisation mondiale de la santé avait annoncé le 29 mars, que l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'ouest n'était plus une urgence de santé publique de portée internationale, tout en soulignant qu'il fallait s'attendre à des résurgences, notamment à cause de la persistance du virus chez certains survivants. Pour l'heure, on ignore encore comment la première victime guinéenne, décédée en fin février dernier a été contaminée. Par ailleurs, l'OMS souligne que les premières analyses montrent que les nouveaux cas guinéens proviennent d'une chaîne de transmission connue et non d'une nouvelle chaîne introduite par des animaux.

Yvette Reine Nzaba

MÉDIA

Africanews démarrera en télé le 20 avril

La nouvelle chaîne d'information consacrée à l'Afrique, Africanews, qui avait démarré en janvier sur internet, sera lancée en télévision le 20 avril, a annoncé mardi sa maison mère Euronews au MIPTV de Cannes.

Africanews sera reçue dans 33 pays africains et plus de 7 millions de foyers grâce à des accords de distribution avec les principaux opérateurs télécoms en Afrique.

Pour trouver son équilibre économique, elle devrait passer en crypté au bout de six mois. La jeune chaîne va aussi se diversifier, notamment avec des événements et des formations en journalisme.

En janvier, le patron d'Euronews

Michael Peters avait expliqué s'être donné cinq ans pour mener le projet à l'équilibre, en partant d'une base de coûts faible, comme pour Euronews, avant de monter progressivement en puissance.

Africanews a l'ambition de fournir de l'information sur l'Afrique et sur le monde d'une perspective purement africaine, depuis son siège de Pointe-Noire, au Congo. Elle est réalisée par une équipe d'environ 90 personnes, dont une cinquantaine de journalistes anglophones et francophones, venus d'une vingtaine de pays du continent.

« Nous n'avons pas un Etat ou un actionnaire qui nous impose

son agenda stratégique, comme France 24 ou CNN », a souligné le patron d'Euronews, groupe détenu en majorité par le milliardaire égyptien Naguib Sawiris depuis 2015, les chaînes publiques actionnaires gardant le contrôle de l'éditorial. Le nouveau propriétaire a injecté 35 millions dans Euronews.

Euronews va aussi « repenser totalement son modèle », a-t-il précisé, en jouant sur le multiculturalisme et l'expression de tous les points de vue, avec pour slogan « All Views ». La chaîne prépare aussi une refonte graphique complète pour mai prochain.

(AFP)

Brèves

Six pays africains dans le Top 50 des paradis économiques où s'expatrier

Une étude du média américain GoBankingRates qui publie des conseils en placement et en gestion personnelle, a collecté pour ses lecteurs qui souhaiteraient s'expatrier, une série d'informations sur le coût de la vie dans 112 pays : loyers, alimentation, transports, etc.

Sur les 112 pays étudiés, c'est l'Afrique du Sud qui se révèle, sur le plan économique, le pays le plus attractif pour les expatriés. Par rapport à New-York, les loyers y sont 87,5% moins chers, l'alimentation, 71% moins chère et les services 65,8% meilleur marché.

Cinq autres pays africains figurent dans le top 50 des paradis économiques pour retraités ou rentiers : la Zambie (6e), l'Algérie (25e), la Tunisie (34e), l'Égypte (43e) et le Maroc (46e). En revanche le Ghana figure parmi les pays les plus chers au monde, à la 108e place sur 112, après la Norvège. L'étude ne concerne que l'aspect économique de ces pays, à l'exclusion des critères climatiques, politiques, géographiques, culturels, sécuritaires ou autres.

Zone Uémoa : plus de 5 000 milliards de FCFA de transactions via la téléphonie mobile

Les usagers de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont réalisé 346,9 millions d'opérations d'une valeur de 5 121 milliards FCFA via la téléphonie mobile sur les premiers neuf mois de l'année 2015.

Soit une hausse de 33% et 36% comparativement en fin décembre 2014, selon la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO).

Par jour, 1.260.575 opérations ont été traitées en moyenne en fin septembre 2015 par l'ensemble des plateformes de paiement mobile existantes dans l'Uémoa, contre 710 242 à fin décembre 2014. De janvier à septembre 2015 le nombre de points services a progressé de 41% pour se situer à 132658 contre 93621, en décembre 2014.

N.Nd.

FRANCE/KENYA

La lutte contre le terrorisme au centre des discussions entre François Hollande et Uhuru Kenyatta

Le président français, François Hollande a reçu le 4 avril, son homologue kenyan, Uhuru Kenyatta. Les deux chefs d'Etat ont évoqué les questions de sécurité et d'économie.

Uhuru Kenyatta effectuait sa première visite officielle en France, un an après l'attaque de l'université de Garissa par les Shebabs qui avait fait 148 morts. Cette visite marque le retour en grâce du président kenyan, après des menaces de la CPI.

Face au terrorisme, Uhuru Kenyatta et François Hollande ont appelé à combattre le jihadisme. Ils se sont promis une plus grande coopération dans la lutte contre le terrorisme et une plus grande concertation entre les services de renseignements des deux pays.

François Hollande est revenu sur les attaques de ces derniers mois au Kenya. « Nous pouvons penser que ce ne sont pas les mêmes groupes qui ont commis ces actes. C'est la même aspiration et c'est même une volonté de porter atteinte à ce que nous représentons en tant que mode de vie », a déclaré François Hollande.

Uhuru Kenyatta a rappelé le long combat de son pays visé depuis longtemps par les Shebabs somaliens. Il considère le terrorisme comme « un problème mondial dont le Kenya ne cesse de répéter, et qui exige, si nous voulons le surmonter, une riposte mondiale ». Il a souligné l'importance des échanges en matière de renseignements « pour faire reculer le terrorisme ».

Les deux chefs d'Etat ont signé plusieurs accords de coopération notamment dans le secteur des énergies renouvelables.

Le président du Kenya a visité la DGSE, chargée du contre-espionnage et de la lutte contre le terrorisme. Après Paris, Uhuru Kenyatta se rendra en Allemagne où il est attendu par la chancelière Angela Merkel.

N.Nd.

INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE

L'afflux des capitaux étrangers a créé une nouvelle catégorie d'individus « super-riches »

L'Afrique pourrait être le foyer de la plus forte concentration des richissimes dans la prochaine décennie.

C'est la conclusion du dernier rapport de la société immobilière Knight Frank ; Ceci grâce à la renaissance économique née des investissements plutôt rapides, l'esprit d'entreprise et d'innovation. Cette conclusion a été confirmée par le département de Due Diligence de Knowdys. Selon le rapport de Knight Frank sur les richesses de 2016, la population des personnes super-riches en Afrique augmentera de 54% de 2015 à 2025 par rapport à la moyenne mondiale.

En dépit des risques associés à l'insécurité, aux pressions inflationnistes mondiales, au changement climatique et à l'incertitude politique, la création de richesses en Afrique va progresser rapidement, selon les analystes. Le président de Knight Frank African, Peter Welborn souligne qu'« il y a un afflux considérable de capitaux de toutes les parties du monde vers l'Afrique et ce phénomène a créé une nouvelle catégorie d'individus super-riches. La tendance va se poursuivre en dépit de plusieurs risques ».

Le rapport affirme que les super-riches africains ont revitalisé l'immobilier et les produits de luxe sur le marché africain. Puis il explique que les super-riches qui valent 30 millions de dollars ont investi massivement dans des maisons de luxe, des jets privés, des voitures, des obligations et des actions. Le document relève que les maisons comprennent environ 22% des actifs détenus par les super-riches du continent. Ils ont alloué 33% de leurs portefeuilles à des investissements en liquides tels que les obligations et les actions. Dans la prochaine décennie, des objets de collection tels que le vin, l'art, des antiquités, des bijoux et des voitures classiques vont gagner en popularité parmi les individus ultra riches d'Afrique. Par ailleurs, le Kenya, l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Angola et l'Égypte ont la plus forte population d'individus fortunés du continent. Ainsi, 200 Kenyans ont franchi le cap du million de dollars en 2015, augmentant la population des millionnaires en dollars du pays à 8500 contre 8300 en 2014. Le rapport est convaincu que les investisseurs offshore attirés de la Chine, de la région du Golfe, de l'Europe et de l'Amérique, continueront à diriger leurs capitaux vers l'Afrique. L'appétit des investisseurs étrangers pour l'Afrique permettra d'accélérer la création de richesses sur le continent. Le rapport affirme « un réel optimisme des investisseurs étrangers sur le potentiel de l'Afrique » montant des « coentreprises avec des acteurs locaux pour développer des entreprises qui génèrent de la richesse parmi les classes moyennes et supérieures ».

Noël Ndong

LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE

14 pays d'Afrique de l'est et du Sud bénéficient d'un financement de 549 millions de dollars

Dans l'optique de renforcer la lutte contre le phénomène de sécheresse qui sévit dans les pays de l'Est et du Sud, la Banque africaine de développement (BAD) a résolu d'octroyer un financement d'environ cinq cent quarante et neuf millions de dollars à quatorze pays africains.

Ce financement qui leur permettra de lutter plus efficacement contre le phénomène de sécheresse, touchera plus de trente-six millions de personnes, notamment celles qui se trouvent dans le besoin d'avoir une assistance alimentaire.

En effet, sur le montant total accordé par la BAD, cinq millions de dollars seront orientés vers les cas d'urgence, alors que les trois cent soixante et un millions seront réservés pour des appuis à court, moyen ou à long terme.

Affirmant sa volonté de parvenir à un déboursement rapide de ce financement et à son orientation vers des projets déjà en cours, la BAD a précisé que le dernier volet de son appui sera de cent quatre-vingt-trois millions de dollars et sera libéré, plus tard dans l'année. « Les régions orientale et australe de l'Afrique enregistrent l'une des pires sécheresses qu'elles aient jamais connues. Cet aléa est principalement dû au phénomène météorologique El Niño, le plus puissant jamais enregistré », a déploré l'un des responsables de la BAD.

Rock Ngassakys

TERRORISME

Macky Sall décide de renforcer l'armée sénégalaise pour contrer la menace

Le président sénégalais, Macky Sall, dont le pays est retenu par des organisations terroristes comme l'une des prochaines cibles de leurs attaques, a annoncé sa décision dans un discours prononcé le 4 avril à l'occasion du 56^e anniversaire de l'indépendance du Sénégal.

« J'ai décidé de renforcer les moyens humains et matériels de toutes nos forces et de défense et de sécurité pour nous adapter aux nouveaux défis », a indiqué Macky Sall, ajoutant que l'Etat veille toujours à la sécurité des personnes et des biens. « Ces défis nous interpellent tous, dans un contexte mondial et sous-régional marqué par la multiplication des menaces. Nous vivons, en effet, une situation inédite, qui appelle de chacun de nous un comportement citoyen et une vigilance plus accrue », a ajouté le chef de l'Etat sénégalais. Malgré le fait que le président n'a pas donné de chiffres sur les nouveaux moyens dont seront dotées les forces de sécurité de son pays, cette décision a été saluée par le peuple ainsi que par les responsables militaires qui ont appelé à faire



Le président sénégalais, Macky Sall

face aux menaces terroristes d'où qu'elles viennent. La décision du président venait à point nommé puisque trois hommes soupçonnés d'activités djihadistes ont été arrêtés cette semaine au Sénégal. Elle fait suite à la déclaration du porte-parole de l'armée, le colonel Abou Thiam, qui appelait récemment les habitants à « signaler toute présence suspecte dans les quartiers ». Le colonel Abou Thiam estimait par la même

occasion qu'un « resserrement des liens entre les forces de sécurité et la population représenterait la meilleure source de renseignements possible ».

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le gouvernement sénégalais a octroyé des ressources-records aux manœuvres militaires conjointes de Flintlock international avec les Etats-Unis en février. Le pays est l'un des cinq pays de la région,

avec le Ghana, la Guinée, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire où les militaires américains ne sont pas autorisés à voyager, sauf pour des missions officielles, en raison du risque terroriste. Ancienne colonie française, le Sénégal a, jusqu'à présent, échappé aux attaques perpétrées par des groupes liés à Al-Qaïda et qui ont fait des dizaines de morts dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso, le Mali et, le mois dernier, la Côte d'Ivoire.

Nestor N'Gampoula

LIBYE-TUNISIE

Tunis rouvre son ambassade à Tripoli

En plus de l'ambassade à Tripoli, Tunis a annoncé le maintien de son consulat à Benghazi, à l'est de la Libye. Cette décision vise à renforcer les relations avec le gouvernement d'unité nationale nouvellement installé dans la capitale libyenne, a indiqué le ministère tunisien des Affaires étrangères.

« La décision intervient dans le cadre du désir de rester en contact avec la communauté et les services tunisiens installés en Libye et pour leur offrir de meilleures conditions de vie tout en contribuant au développement des relations de coopération entre les deux pays dans tous les domaines », a confié lundi le ministère tunisien des Affaires étrangères, dans un communiqué. Cet engagement diplomatique s'est accéléré, selon Tunis, à la suite de l'arrivée du Conseil présidentiel du gouvernement d'entente nationale libyen dans la capitale libyenne. Les autorités tunisiennes se sont montrées longtemps disposées à accompagner les Libyens dans leur marche vers la paix. Plusieurs rounds de négociations parrainés par l'ONU se sont tenus à Tunis, pour finalement aboutir à la for-

mation d'un gouvernement d'unité nationale. Tunis a même exhorté récemment les parties libyennes à se ranger derrière le chef de gouvernement d'union qui a rejoint par la mer le 30 mars Tripoli. Depuis, le nouveau chef de gouvernement d'union a réussi à rallier de nombreux soutiens, dont ceux de milices et des villes de l'ouest et du sud libyen.

La Tunisie avait fermé son ambassade à Tripoli en 2014, année de la prise de contrôle de la capitale par des milices dont certaines islamistes. Elle avait un temps rouvert son consulat en 2015, avant de revenir sur cette décision, en raison de l'enlèvement de dix de ses fonctionnaires. Les autorités tunisiennes, qui ont régulièrement exprimé leur inquiétude sur la situation en Libye voisine. La Tunisie ayant des milliers de ressortissants dans les rangs de groupes tels que l'Etat islamique (en Irak, en Syrie ainsi qu'en Libye), a été frappée par plusieurs attentats majeurs ces deux dernières années. Elle a fermé provisoirement à deux reprises ses postes frontières avec la Libye, fin 2015-début 2016, et construit un « système d'obstacles » sur près de la moitié des 500 km de frontière commune.

Fiacre Kombo



BUROTOP IRIS



Tablette Huawei 3G T1

à seulement

99.000

FCFA ht



Garantie 1 an

- * Ecran : 7"
- * Epaisseur : 8.5 mm
- * Processeur : Quad core 1.2 Ghz
- * Mémoire RAM : 1GB
- * Mémoire : 8GB extensible
- * Caméras : avant et arrière
- * Système : Android 4.4 + Huawei Emotion UI 3.0

Rendez-vous chez Burotopiris, votre distributeur exclusif de Huawei au Congo

FOOTBALL

Les résultats des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Angleterre, 21^e et avant-dernière journée, championnat des réserves, 2^e division

Offrande Zanzala était titulaire lors de la victoire des U21 de Derby County sur le terrain de leurs homologues de Fulham (0-1). Quatre minutes après le retour des vestiaires, l'attaquant de 18 ans inscrivant l'unique but du match, marquant au passage son 8^e but de la saison en 18 matchs de championnat. Avec ce succès, Derby County est 1^{er} du classement, avec 7 points d'avance sur Aston Villa, 2^e avec 1 match de retard à jouer, et 8 sur Arsenal, qui compte 3 matchs en retard. Pour leur dernier match Zanzala et ses coéquipiers recevront les Gunners le lundi 11 avril. Le titre sera en jeu.

Israël, 2^e journée des play-down, 1^{re} division

Mavis Tchibota était titulaire lors du match nul de Kfar Saba chez l'Hapoel Haïfa (0-0). Remplacé à la 72^e. Avec ce point pris, Kfar Saba met fin à une série de 5 défaites consécutives, et conserve une avance de 4 points sur son adversaire du jour, premier reléguable.

Suisse, 26^e journée, 2^e division

Victime d'une rupture du talon



Et de 8 buts pour Offrande Zanzala qui permet à Derby County de l'emporter à Fulham

d'Achille lors du dernier match de préparation estivale du Mont, Matt était remplaçant lors du déplacement du Mont à Wohlen. Lancé à la 70^e, alors que son équipe était menée de deux buts, il réduit le score 4 minutes plus tard : auteur d'un appel dans le dos de la défense, il est servi dans la surface et trompe le gardien adverse du gauche. Il s'agissait de la deuxième apparition de l'attaquant de 33 ans, qui avait joué 3 minutes lors de la 25^e journée.

Igor Nganga était titulaire lors du match nul d'Aarau chez le leader, Lausanne (1-1). Un point qui permet à Aarau de remonter à la 4^e place, tandis que Le Mont reste lanterne rouge avec 4

points de retard sur Biel-Bienne.

Russie, 22^e journée, 1^{re} division

Sans Christopher Samba, qui n'a toujours pas disputé la moindre minute cette saison, le Dynamo Moscou chute à domicile face à Krasnodar (1-4). Et recule à la 11^e place avec 24 points.

France (CFA) CFA, 23^e journée**Groupe A**

Damien Mayenga était titulaire lors du revers de Roye-Noyon à Quevilly-Rouen (0-2). Randy Goteni a joué tout le match perdu par la réserve de Troyes face à Calais (0-1).

Les Troyens sont 9^e avec 54 points, alors que Roye-Noyon ferme la marche avec 38 points. Damien Mayenga reste en tête du classement des buteurs avec 16 buts.

Groupe B

Grenoble et Bruce Abdoulaye, titulaire au poste de latéral gauche, perdent leur première place après leur match nul chez la réserve d'Auxerre (0-0). Sans Hardy Binguila, mais avec Charlevy Mabiiala, aligné au poste de latéral droit et remplacé à la mi-temps. Christopher Missilou, titulaire, et Montceau s'inclinent à domicile face à Moulins (0-1). Sans Allan Dzabana, laissé à disposition des U19, engagés en Gambardella, la réserve de Lyon baisse pavillon face à Chasselay (0-1). Le GF38 d'Abdoulaye, en tête du championnat depuis le début de la saison, est doublé par La Duchère (71 contre 72). Les Isérois payent leur mauvaise série (1 seule victoire lors des 5 derniers matchs), mais ont 7 rencontres pour reprendre les rênes. Troisième, l'AJA compte 64 points, loin devant Montceau, 14^e et premier reléguable avec 44 points.

Groupe C

Titulaire, Yhoan Andzouana triple le score pour Monaco contre Hyères (3-1). Déjà à l'origine de l'ouverture du score de son équipe, l'international Espoir trompe Manero à la 72^e, d'une frappe enroulée de l'entrée de la surface. L'ASM est 3^e avec 10 points de retard sur le premier, Pau.

Groupe D

Concarneau et Yven Moyo, alignés en attaque, rapportent le gain du match nul de Vitré (0-0). Ted Lavie était titulaire lors de la défaite du Stade Bordelais face à Châteaubriand (0-2). Remplacé à la 84^e. La réserve de Bordeaux chute à Cholet (0-3) avec David Sambissa titulaire au poste de latéral gauche. Kévin Zinga Mondziaou est entré à la 74^e. Viry-Châtillon et Dalnath Miatoudila, titulaire en défense centrale, partagent les points face à Nantes (0-0). Concarneau reste en tête du classement avec 5 points d'avance sur son dauphin. La réserve de Nantes est 10^e avec 49 points, devant Viry-Châtillon, 13^e avec 44 points. Le Stade Bordelais et les Girondins de Bordeaux sont 15^e et 16^e avec 43 et 42 points.

Camille Delourme

IN MEMORIAM

29 Mars 2014 – 29 Mars 2016
Voici deux ans, qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui cette belle âme, Gertrude Debora Dacko.
En ce jour de triste anniversaire, Jean Toussaint Loemba et familles, la veuve Brigitte Dacko et ses enfants prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.
Deby, ta générosité, ton visage, ta voix et ton sourire sont gravés à jamais dans nos cœurs.
Repose en paix.



5 avril 2011 – 5 avril 2016

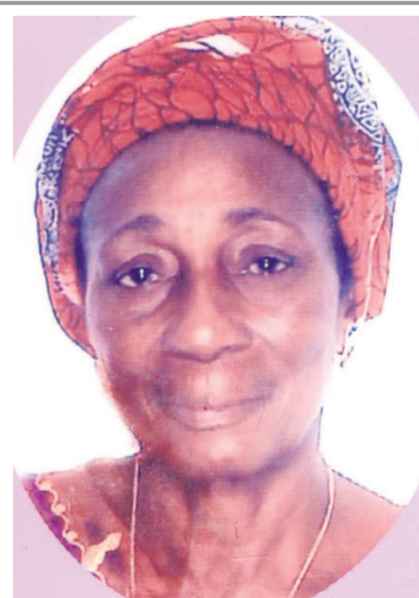
Il ya 5 ans que Dieu rappela à lui son fils le Colonel Makondzo-Sylvestre.
En effet nous ne mourrons pas tous mais tous nous serons transformés, en un instant en un clin d'œil, à la dernière trompette.
Car elle sonnera et les morts ressusciteront incorruptible et nous, nous serons transformés.
Sur ce en cette date commémorative la veuve Makondzo-Mouloungui Georgine Yvonne-Marie et tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.
A cette occasion une messe en sa mémoire sera dite en la paroisse Sainte-Rita de Mounkondo ce dimanche 10-04-2016 à 11 heures.



03 avril 1996 – 03 avril 2016, Voici bien 20 ans que M. Lengani Jean – Pierre a été arraché à l'affection des siens. Cette date inoubliable a laissé un grand vide parmi nous et nos larmes ne tariront jamais. Vous tous qui l'avez connu, ayez une pensée pieuse en ce jour de triste anniversaire. Que son âme repose en paix par la miséricorde de Dieu. « Ya Lengos » sache que tu vis en nous, ce vide dans nos cœurs ne sera jamais comblé.
Veuve et famille Lengani



29 Mars 2014 – 29 Mars 2016
Voici 2 ans que notre chère mère, veuve Loemba née Louise Safou nous a quittés pour l'éternité.
Jean-Toussaint Loemba et familles prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse pour elle en ce jour de triste anniversaire.
Nous bénissons le Seigneur pour les bons moments passés ensemble et gardons de toi un souvenir inaltérable.
Repose en paix maman.





TRU BLU TRU WEEKEND

DÎNEZ ET RÊVEZ À BRAZZAVILLE

Dîner au M'Bamou Larder
Nuitée en chambre standard
Petits déjeuners inclus

Pour deux personnes : 199.000 XAF

Offre valable en Avril 2016
En fonction des disponibilités de l'hôtel
Dîner hors boissons

RADISSON BLU M'BAMOU PALACE HOTEL
Avenue Amilcar Cabral Centre Ville, Brazzaville, République du Congo
T: +242 05 050 60 60 reservations.brazzaville@radissonblu.com
www.radissonblu.com/en/hotel-brazzaville

RASSEMBLEMENT DES FORCES DE L'OPPOSITION

Moïse Katumbi et Étienne Tshisekedi balisent la voie

La rencontre, le 4 avril, à Bruxelles entre les deux personnalités président d'intenses manœuvres politiques pour la désignation d'un candidat commun de l'opposition à la prochaine présidentielle.

Rien n'a filtré de la rencontre qui a eu lieu à Bruxelles le 4 mars entre Moïse Katumbi, fraîchement investi par le G7 comme candidat-président de la République à la présidentielle (encore hypothétique) de 2016 et le leader Étienne Tshisekedi. Les deux personnalités qui se rencontraient pour la deuxième fois se sont fait accompagner de leurs proches collaborateurs. Moïse Katumbi avait à ses côtés son grand frère Raphaël Katebe Katoto (allié de l'UDPS dans l'ASD en 2003), son conseiller Salomon Idi Eskadela et le député Francis Kalombo. Tandis qu'Étienne Tshisekedi était assisté de Bruno Tshibala (secrétaire adjoint de l'UDPS) et de Félix Tshisekedi (secrétaire aux affaires extérieures de l'UDPS). On ne saura pas grand-

chose de ce qui s'est dit au cours de ces échanges, les deux personnalités s'étant réservées de se confier à la presse. Cette dernière devait juste se contenter d'un communiqué laconique produit par les services de communication de l'UDPS. On peut y lire ce qui suit : « *Le président Étienne Tshisekedi wa Mulumba a reçu ce lundi 4 avril 2016 Monsieur Moïse Katumbi Chapwe. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la poursuite des contacts amorcés par le président Tshisekedi en octobre 2015 et dont l'objectif visé est le rassemblement de toutes les forces acquises au changement en vue de promouvoir l'alternance démocratique au terme d'un processus électoral transparent, crédible et conforme à la Consti-*



Quelques personnalités de l'opposition

tution et aux délais qu'elle prescrit ».

Pour les esprits avertis, la question du candidat unique de l'opposition à la présidentielle devait, en principe, s'inviter au débat au regard des enjeux politiques de l'heure. Dans un contexte d'inflation des candidatures, les deux

leaders politiques devaient chercher à concilier leurs vues sur la manière de départager les uns et les autres afin de maximiser les chances de l'opposition lors de la présidentielle. Il devrait en découler une identité de vue entre les deux personnalités qui ont toujours milité en faveur d'une

opposition unie et forte. Quant à la présidentielle, des concessions sont inévitables entre les différents candidats présidents investis dans leurs partis politiques respectifs dans la perspective de dégager un candidat unique.

Alain Diasso

AFFAIRE BIAC

Le gouverneur de la Banque centrale bientôt interpellé au Parlement

En tant qu'autorité monétaire censée protéger l'épargne publique, la Banque centrale du Congo n'aurait pas joué à fond son rôle dans ce dossier qui, d'après le député Jean Lucien Busa, consacre la faillite du système bancaire en RDC.

La situation précaire que traverse actuellement la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac) à court de liquidités préoccupe au plus haut point le commun des Congolais. Plus que jamais, l'intérêt général est porté vers l'aide à apporter à cette banque, la quatrième du pays, afin de la tirer du gouffre. Prenant à cœur le dossier, Jean Lucien Busa s'est résolu de le porter devant la chambre basse du Parlement afin de l'examiner en profondeur et, le cas échéant, établir les responsabilités. Le député national a cru bon d'interpeller le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), Déogracias Mutombo, afin qu'il apporte plus d'éclairage à ce sujet. Une question orale avec débat portant la marque de l'élu de Budjala est déposée depuis le 4 avril au bureau de l'Assemblée nationale censé convoquer l'intéressé devant la représentation nationale.

Jean Lucien Busa ne va pas par le dos de la cuillère et tient la BCC pour l'une des responsables de la situation que traverse la Biac. « *La Banque centrale doit nous expliquer comment on en est arrivé là. Est-ce que son indépendance dans la conception et la mise en œuvre de la politique monétaire est-elle encore respectée ?* », s'interroge l'interpellateur. Il accuse la BCC d'avoir rompu de manière brutale sa ligne de financement mensuelle plafonnée à hauteur de 40



Déogracias Mutombo

milliards FC (37,5 millions d'euros) en faveur de la Biac. Ce pactole, indique-t-on, visait notamment à compenser la forte exposition au secteur public dans le portefeuille de crédits de la Biac (30%), des prêts libellés en francs alors que 77% des dépôts de la banque sont en dollars et à couvrir des dettes publiques en souffrance. Pour le gouvernement, cette décision était une des mesures qui visaient la stabilisation du taux de change eu égard au glissement du franc congolais par rapport au dollar.

Pour Jean Lucien Busa, la responsabilité de la BCC est aussi engagée dès lors qu'elle a puisé dans le compte de la Biac, 30 millions de dollars pour financer les dépenses gouvernementales, en termes de prêt. La Biac, argue-t-il, compte 400 000 déposants et 450 millions USD de dépôt. Et Jean Lucien Busa d'ajouter que les plus gros crédits qui pèsent lourds dans ses comptes sont venus de son désir de soutenir l'État congolais dans ses charges régaliennes. Et généralement, tous ces prêts ne sont jamais remboursés au grand dam de la Biac dont la trésorerie en a beaucoup souf-

fert. Abondant dans le même sens, d'autres analystes à l'instar de Michel Somwe chargent également la BCC qui n'aurait pas, d'après eux, joué convenablement son rôle en tant qu'autorité monétaire censée protéger l'épargne publique.

Aux dernières nouvelles, il nous revient que le gouvernement a entériné depuis lundi une enveloppe de financement entre 40 et 50 millions de dollars au bénéfice de la Biac. Cette assistance financière, à en croire des sources au faite du dossier, est composée d'un réescompte de 16 milliards FC (environ 14,8 millions d'euros déjà annoncés le 30 mars), d'une garantie du gouvernement sur des créances publiques et d'un refinancement. « *L'option retenue consiste entre un mix de financements de la BCC et une recapitalisation de la banque par un nouvel investisseur* », a indiqué une source proche de la BCC. Dès ce 5 avril, la Biac devrait reprendre ses activités normales avec la réouverture de ses différentes agences fermées temporairement pour besoin d'inventaire.

A.D.

ABUS SEXUELS EN CENTRAFRIQUE

Trois soldats congolais de la Minusca devant la barre

Vingt et un soldats congolais au total doivent être jugés pour viols ou tentatives de viols sur des civils centrafricains par la haute cour militaire siégeant à la prison de Ndolo.

Alors que la justice militaire congolaise avait, à son temps, classé sans suite une première série de plaintes contre des casques bleus originaires de la RDC, auteurs présumés des violences sexuelles en Centrafrique, le dossier revient sur la sellette à la suite des nouvelles mises en cause. Les dernières en date concernent trois sous-officiers des Fardc de la Mission de stabilisation des Nations unies en Centrafrique (Minusca) impliqués dans des scandales des violences sexuelles. Il s'agit du sergent Jackson Kikola, du sergent-major Kibeka Mulamba Djuma et du sergent-major Nsasi Ndazu. Ces trois soldats sont poursuivis pour viol, tentative de viol et violation des consignes.

Ces soldats ont comparu le 4 avril devant le tribunal militaire de Ndolo dans un procès qui constitue le premier du genre ouvert en RDC et lié au scandale des violences sexuelles éclaboussant la force onusienne de la Minusca. Un procès qui risque de durer plusieurs mois et qui place devant la barre vingt et un soldats des Fardc et dix-huit coaccusés. La seule fausse note est qu'il se déroule en l'absence des victimes ce qui constituerait, d'après certaines langues, un obstacle sérieux à la manifestation de la vérité. Les trois soldats incriminés ont rejeté en bloc toutes les accusations portées contre eux. Les prochaines audiences devraient permettre de scruter les faits leur reprochés à coup de confrontation avec les dépositions de témoins. Saluant le début de ce procès, le ministre de la Justice Alexis Thambwé Mwamba, a souhaité que la transparence absolue lui soit garantie, ajoutant que « *quelques individus ne peuvent continuer à discréditer notre armée* ». Notons que d'après le dernier rapport annuel du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, soixante-neuf cas d'agression sexuels auraient été commis par des casques bleus en 2015 par rapport à 2014. Tous ces cas de viols dont se rendent constamment coupables les casques bleus dans les pays où ils sont censés protéger les populations a sérieusement discrédité l'ONU et a affaibli ses interventions.

A.D.

SANTÉ

HBMM, ESP-KIN, Swiss TPH et UPC-PV renouvellent l'accord signé en 2008

Ce partenariat vise à renforcer les capacités en recherche clinique et épidémiologique en RDC, au sein de l'Alliance pour la recherche clinique et épidémiologique clinique en République démocratique du Congo (Arceau-RDC).

L'Hôpital Biamba Marie Mutombo (HBMM), l'École de santé publique de Kinshasa (ESP-KIN) et l'Institut tropical Suisse et de Santé publique Suisse (Swiss TPH) renouvelé, le 4 avril à Kinshasa, leur Accord visant à renforcer les capacités en recherche clinique et épidémiologique en RDC. Cette alliance renouvelée avec les partenaires d'origine a été élargie, en ajoutant l'Unité de pharmacologie clinique et pharmacovigilance de l'Université de Kinshasa (UPC-PV).

En renouvelant leur accord, les partenaires ont démontré que cette alliance a non seulement l'intention de continuer les travaux sur le paludisme mais également d'étendre ses activités dans d'autres domaines qui peuvent inclure d'autres maladies infectieuses ainsi que des maladies non transmissibles comme le cancer et le diabète, et de couvrir également la sécurité des médicaments et la pharmacovigilance. Les quatre institutions partenaires ont convenu, chacun avec son propre réseau de collaboration, de réunir un ensemble de compé-



tences et de capacités qui renforceront Kinshasa et la RDC en tant que lieu de recherche.

Un accord datant de 2008

Il est noté que l'HBMM, l'ESP-KIN, Swiss TPH et UPC-PV ont signé, le 21 avril 2008, cet accord tripartite, en vue de créer l'Alliance pour la recherche clinique et épidémiologique clinique en République démocratique du Congo (Arceau-RDC). L'objectif global de cette alliance était de renforcer les capacités en recherche clinique et épidémiologique en RDC.

C'est la Fondation Bill et Belinda Gates qui avait, en son temps,

accordé le financement d'une période de cinq ans allant de 2007 à 2012. Pendant cette période, souligne-t-on, deux centres d'essai clinique avec des laboratoires avaient été créés à l'EPS-KIN et HBMM. Ce qui avait permis la pose d'une base d'un système de qualité et la formation d'un nombre important de personnes pour mener des essais cliniques dans divers cours et formations. L'Alliance a déclenché la collaboration principalement dans le domaine du paludisme et de plusieurs essais cliniques, des projets de recherche à grande échelle et des projets de renforcement des capacités ont, par conséquent,

été menés jusqu'aujourd'hui, principalement dans la collaboration entre Swiss TPH et ESP-KIN. Pour l'administrateur-délégué de HBMM, Me Mpo Louman, le renouvellement et l'élargissement de cette Alliance était nécessaire pour intensifier les recherches, soulignant que la première phase était préparatoire, une phase de démarrage.

Ajouter la pharmacovigilance à la première alliance

Le Pr Mussa de l'Unité de pharmacologie clinique de l'Unikin (UPC-PV), a souligné que l'aspect de la pharmacologie clinique, qui s'occupe des évaluations clini-

ques, c'est-à-dire des évaluations des médicaments chez les malades, avait manqué à la première alliance. À m'en croire, dans ces évaluations, il y a la partie pharmacovigilance, c'est-à-dire les effets nocifs que les médicaments peuvent provoquer aux malades. « Ce problème se pose avec acuité en RDC, compte tenu de la qualité des produits déversés sur le marché », a-t-il admis, insistant sur la l'apport de cette activité dans le système de santé de la RDC.

De son côté, le Dr Benoit Kebe-Ilunga de la Direction de lutte contre la maladie a estimé que ce partenariat, qui est le prolongement d'un premier contrat, est bénéfique pour la population, surtout que la RDC a un écosystème riche, facteur de beaucoup de maladies. Pour lui, le bénéfice de cette alliance est qu'elle permet de monter des stratégies pour lutter contre des maladies. Le Pr Christian Burri, chef de département à l'Institut tropical et de santé publique Suisse, a, quant à lui, souligné que les termes de référence de cette signature d'accord de partenariat sont notamment fortifier les liens entre les quatre partenaires, les capacités en recherche clinique, en recherche de pharmacoclinique, pharmacovigilance ainsi que la sécurité des médicaments.

Lucien Dianzenza

Adoption du plan national de développement sanitaire 2016-2020

Le gouvernement de la RDC et ses partenaires viennent d'adopter le plan national de développement sanitaire PNDS 2016-2020. Une séance de travail a été organisée dernièrement au ministère de la Santé publique pour procéder à cette validation.

Les directeurs centraux, ceux des programmes, et les partenaires réunis au sein du groupe interbailleur du secteur de la santé ont, avec le ministre de la Santé, le Dr Félix Kabange Numbi, évalué les principaux problèmes auxquels le ministère de la Santé publique est appelé à faire face. Il s'agit notamment des problèmes des prestations des services et des soins de santé, des ressources et équipements, des ressources humaines de santé, les problèmes liés aux médicaments, vaccins et intrants spécifiques. Les questions relatives au financement et ceux de la gouvernance de la santé ont également été abordées.

À la suite de différentes interventions dans la salle, le plan national de développement sanitaire a été adopté et validé. Évalué à plus de 197 milliards de francs congolais, Il devra contribuer à l'amélioration de l'état de santé de façon à permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge dans le cadre de la couverture sanitaire universelle. Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange a promis aux participants de présenter rapidement ce PNDS en conseil des ministres.

Le PNDS 2011-2015 étant arrivé à terme, il était temps que le pays puisse disposer d'un nouveau plan pour une période de cinq ans. Ce plan retrace ainsi toutes les priorités du gouvernement en matière de santé. Aujourd'hui que le nouveau plan est adopté et validé, les partenaires devront donc s'aligner derrière ce plan pour mener leurs interventions qui doivent cadrer avec les priorités du gouvernement dans le secteur de la Santé.

Aline Nzuzi

HYDROCARBURES

Le député Steve Mbikayi fustige le coût du carburant à la pompe

Cet élu et président du Parti travailliste (PT) a adressé une question écrite au ministre de l'Économie pour éclairer les députés sur le prix du carburant, qui est resté en hausse en RDC, malgré la baisse du prix du baril à travers le monde.

Dans une action menée à partir de la chambre basse du Parlement, le député national Steve Mbikayi plaide pour la baisse du prix du carburant à la pompe. Cet élu a, de ce fait, adressé une question écrite au ministre de l'Économie, Modeste Bahati, pour qu'il fournisse à l'Assemblée nationale des explications sur le prix du carburant qui ne baisse pas en RDC. Steve Mbikayi attend, en fait, du ministre la raison du maintien de l'ancien prix, alors que celui du baril a connu une baisse au niveau mondial. « J'ai fait une étude minutieuse et j'ai trouvé que les consommateurs congolais perdent beaucoup d'argent en matière de carburant », a-t-il fait observer.

À en croire le président du PT, les prix du baril du pétrole et du carburant ont baissé à travers le monde. Par contre, en RDC, a-t-il fait remarquer, ces prix restent les plus élevés. « Au niveau d'aujourd'hui,

le prix moyen est d'un dollar américain », a insisté le député Steve Mbikayi.

Un enrichissement sans cause

Cet élu du peuple a noté qu'il y a des pays où le litre d'essence coûte moins d'un dollar depuis la chute du prix du baril alors qu'en RDC, l'essence à la pompe reste au-dessus d'un dollar américain, il coûte 1 400 francs congolais, à peu près l'équivalent de 1,5 dollar américain. Pour le président du PT, il y a un « enrichissement sans causes » sur le dos de la population. « Chez nous, cette baisse du prix au niveau mondial n'a pas eu de conséquence. Un litre continue à se vendre à 1,5 dollar. Il s'agit là d'un enrichissement sans causes », a-t-il appuyé.

Pour le député national Steve Mbikayi, le ministre de l'Économie devra donc dire notamment, qui sont bénéficiaires de cet enrichissement et pourquoi le carburant en RDC est plus cher que dans tous les pays africains. Mais en attendant on lance un plaidoyer en direction du gouvernement pour la révision à la baisse du prix du carburant à la pompe, à l'instar des autres pays du continent africain.

Mais, déjà, dans une réaction publiée récemment dans la presse, Émery Mbatshi Bope, vice-président de l'Association des sociétés pétrolières privées de la RDC et membre de la commission des structures des prix pétroliers terrestres, avait estimé qu'on ne devrait pas se référer au prix du baril à l'international pour calculer le prix du litre d'essence au pays. À l'en croire, le prix affiché sur les cours à l'international est celui d'un produit à l'état brut. Ce produit, avait-il expliqué, doit subir des traitements. Ce qui fait intervenir d'autres paramètres dans la fixation du prix à la pompe. « Le baril qu'on nous donne, c'est le prix indicatif. Je crois que pour que ce produit qui porte cette cotation-là soit réellement mis en consommation ici, il subit d'abord le traitement à la raffinerie, le transport et les taxes, les autres frais qu'on ajoute pour que ce produit soit réellement mis en consommation », avait ajouté Émery Mbatshi Bope pour qui, « on ne peut pas prendre l'équivalent de la baisse sur le marché international pour l'appliquer à la pompe ». La balle est donc dans le camp du ministre de l'Économie.

L.D.

DIEUMERCI MBOKANI

« J'ai pris la décision d'arrêter avec la sélection nationale »

L'ancien joueur du Standard et d'Anderlecht, jusque-là avant-centre attiré des Léopards de la RDC, n'enfilera plus le maillot de l'équipe nationale. Il a décidé de mettre un terme à ses prestations en sélection préférant se concentrer sur sa carrière au sein de son club Norwich évoluant au championnat anglais.



Dieumerci Mbokani

Cette décision fait suite aux propos qu'il a jugés excessifs du président de la Fédération congolaise de football association (Fécofa) à son encontre au lendemain de la double confrontation RDC-Angola comptant pour les éliminatoires de la CAN-Gabon 2017. Alors qu'il avait été convoqué par le sélectionneur national, Mbokani avait brillé par son absence lors de ces matchs obligeant le coach Florent Ibenge à revoir son dispositif tactique. L'attaquant de Norwich justifie son absence par l'attentat qui a visé l'aéroport belge de Zaventem le 22 mars. L'ancien joueur du Standard et d'Anderlecht était présent sur le site aéroportuaire au moment où se sont produites les déflagrations ayant emporté quelques vies humaines. Il devait y prendre un avion pour rejoindre la sélection congolaise à Kinshasa.

Sorti indemne de ce sinistre, le joueur a décidé, sous le choc, d'interrompre son voyage pour la capitale. Il soutient qu'en accord avec son club, il est resté quelques jours avec sa famille à

Bruxelles en Belgique. Il déclare, par ailleurs, avoir pris soin d'informer par textos quelques responsables de la fédération et du staff technique, sans que ces derniers ne réagissent. C'est la récente intervention du président de la Fécofa en marge de l'Assemblée générale ordinaire de l'instance faitière du football en RDC qui est venue mettre de l'huile au feu. Constant Omari avait indiqué que le cas Mbokani était sous examen pour d'éventuelles sanctions. Pour lui, l'acte posé par le joueur frise l'indiscipline, d'autant plus que des dispositions avaient été prises à partir du pays pour lui permettre de gagner rapidement Kinshasa par des voies détournées. « C'est vrai, il y a eu des problèmes à l'aéroport, mais Bakambu était dans l'avion et devait atterrir à Bruxelles. Il a été dérouté à Charleroi. Et de Charleroi, il a tout fait pour venir à Kinshasa. On a appelé Mbokani

et on lui a dit qu'on a pris toutes les dispositions pour qu'on le prenne. Il nous a tourné en rond », a expliqué Constant Omari. Réponse de Mbokani : « Personne de la Fécofa ne peut dire qu'il a essayé de me faire voyager pour Kinshasa ». Prenant de vitesse la Fédération en passe de le sanctionner après avoir rejeté en bloc toutes ses justifications, Dieumerci Mbokani a finalement décidé de ne plus jouer pour les Léopards. « J'ai tout le temps des problèmes avec la Fédération, c'est la raison pour laquelle j'ai pris la décision d'arrêter avec la sélection nationale. Je ne veux plus jouer pour le Congo. Je trouve injuste le traitement qui m'est réservé », a-t-il confié. Tout en déplorant le comportement du joueur, Constant Omari a indiqué qu'en tant qu'entraîneur, il avait le devoir d'encadrer les plus jeunes au sein de la sélection.

Alain Diasso

DIVISION 1/PLAY-OFF

La Linafoot confirme le match de la 5^e journée

La Ligue nationale de football (Linafoot) a confirmé l'organisation des matchs de la cinquième journée de Play-Off de la Division 1.



Au stade Frédéric Kibassa de Lubumbashi, le FC Saint-Éloi Lupopo devrait accueillir, le 4 avril, le Daring Club Motema Pembe. Le même jour au stade des Martyrs de Kinshasa, V.Club devrait être aux prises avec Shark XI FC.

Le 5 avril au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo à Lubumbashi, le TP Mazembe joue contre Dauphin Noir de Goma (Nord-Kivu). Et au stade Tshikisha de Mbuji-Mayi, Sa Majesté Sanga Balende offre son hospitalité à l'OC Muungano de Bukavu (Sud-Kivu).

Martin Engimo

FOOTBALL

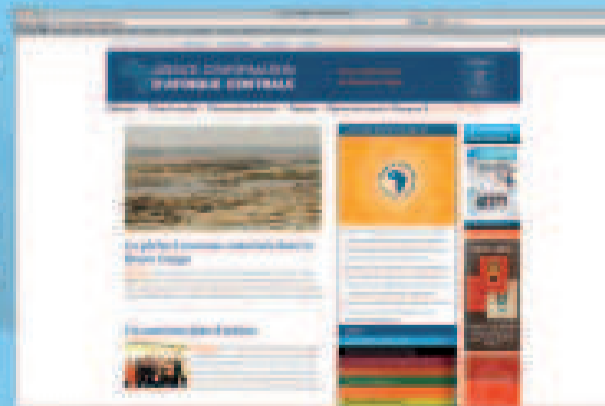
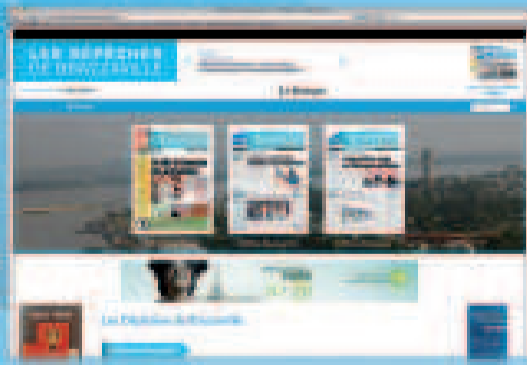
Décès d'un joueur de Makila à l'entraînement à Kikwit

Joueur de Makila, club affilié à l'Entente urbaine de football de Kikwit (Eufkik), Zola, alias Djo, a succombé dans la matinée du 31 mars lors d'une séance d'entraînement de son équipe au stade du 30 Juin de Kikwit. Selon les témoins présents à la séance d'entraînement, Djo était souffrant mais il s'était efforcé à s'entraîner avec ses coéquipiers pour préparer le match contre la formation de Lion, dans le cadre de la 18^e journée du championnat de l'Eufkik.

M.E.

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des icons sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

VIE ASSOCIATIVE

La Fondation Germaine-Makouela-Loemba fait sa sortie officielle

La collecte de sang, qui se fait en partenariat avec le Centre national de transfusion sanguine (CNTS), a débuté le 5 avril en présence de Loemba Niambi Pascal, président de ladite fondation, accompagné de plusieurs donateurs bénévoles, de membres de la fondation et de diverses autorités civiles et militaires du département de Pointe-Noire, elle durera quelques mois.

Selon le président de la fondation, les principaux objectifs fixés par sa structure sont : offrir environ 2000 poches de sang minimum par mois au CNTS existant à Brazzaville et jusqu'à d'autres départements du pays, notamment ceux du nord et ceux du sud, mettre fin aux donateurs familiaux, sources de conflits et de tracasseries, se battre en vue de s'acheminer progressivement vers la gratuité de la poche de sang au Congo, avoir un nombre important des donateurs, œuvrer en faveur des sans emplois, créer des conditions de formation au profit des enfants défavorisés, œuvrer en faveur des jeunes, contribuer à une meilleure prise en charge des malades et autres. «*En décidant d'organiser cette collecte, les membres de la fondation marchent sur les pas de Germaine Makouela Loemba,*

cette femme que de son vivant a régulièrement fait don de son sang a organisé des collectes de sang pour sauver des vies humaines. Pendant plus de 30 ans, celle-ci a visité plusieurs fois des malades à l'hôpital A. Sicé et celui de Tié-Tié, elle honorait une ordonnance au profit d'un ou de plusieurs malades, elle soutenait financièrement ou par des vivres des malades, elle reconfortait ceux-ci par les prières », a déclaré Loemba Niambi Pascal. Pour cette première journée, plusieurs volontaires et bénévoles composés de toutes les couches sociales et les autorités civiles et militaires du département de Pointe-Noire et du Kouilou y ont pris part. La fondation Germaine Makouela Loemba est une jeune fondation qui est née le 23 février 2016.

Séverin Ibara

CINÉMA

« Les Noces de Sagisse » projeté en avant première au festival « Ya Beto »

Produit et réalisé par Bruno Tsamba, le court métrage «*Les Noces de Sagisse*» sera projeté pour la première lors du la 2e édition du festival du cinéma congolais «*Ya Beto*» qui aura lieu du 20 au 23 avril dans la ville océane.

Après avoir mis en scène et écrit les scénarii de plusieurs pièces de théâtre dont *Mafou mafou*, *Mon prof*, *Mon amour*, *Le grand retour*, *Le mort-vivant Harmageddon*, Bruno Tsamba se lance dans la très exigeante carrière de cinéaste avec les *Noces de Sagisse*. Les acteurs préférés Banzouzi «*Sagisse*» et Guy Bassinga jouent les premiers rôles du film.

La trame : *Sagisse* venait enfin de réaliser le rêve qu'elle attendait depuis des siècles : le mariage. Une union nuptiale voulue romantique avec son prince charmant à l'Église d'abord devant les fidèles, ensuite devant les autorités de la ville et enfin par une nuit de noce féérique et idyllique! Un rêve qui ne s'oublie pas vite et qui mérite d'être prolongé toute la nuit tant que durera le bonheur...Mais la nuit est courte et elle nous cache beaucoup de choses insoupçonnées... *Paradis... ou enfer*. C'est selon. Aux sons de la musique originale interprétée par le chantre Arsène Ngouélé, «*Les Noces de Sagisse*», film nommé dans la catégorie de meilleur court métrage lors du



festival «*Ya beto*» est un film événementiel autour du concept mariage, moment unique de bonheur inégalable pour certains mais qui, parfois, se transforme en rêve cauchemardesque pour les autres. La fin du tournage est intervenue le 10 janvier 2016.

Bibliothécaire, scénariste et dramaturge, Bruno Tsamba vient à travers «*Les Noces de Sagisse*» de faire son entrée dans l'univers des cinéastes et réalisateurs congolais. Un cercle qui d'année en année ne cesse de s'élargir avec des cinéastes prometteurs produisant des films de bonne facture susceptibles d'être diffusés dans les grandes salles de cinéma du monde.

Hervé Brice Mampouya

LIGUE DU KOUILOU

La nouvelle responsable du football féminin entend créer des nouvelles équipes

L'ancienne footballeuse, Jeannette Gueret Yanza élue récemment dans le nouveau bureau de la Ligue départementale de football du Kouilou en qualité de membre chargé du football féminin a, au cours d'un entretien avec la presse locale, annoncé la nécessité de créer des nouvelles équipes des jeunes

La Fédération congolaise de football a décidé de démettre cette saison les Ligues départementales de football féminin ainsi que celles des Jeunes pour revenir à l'ancienne formule où, l'unique Ligue départementale de football gerait la discipline, en collaboration avec des membres chargés du football féminin et celui des jeunes. C'est ainsi que Jeannette Gueret Yanza a été élue dans le nouveau bureau de la Ligue du Kouilou que dirige Jean Ferdinand Mampassi, pour un mandat de 4 ans.

Satisfaite de revenir aux affaires, 4 ans après, la responsable du football féminin dans le Kouilou, Jeannette Gueret Yanza est consciente de la tâche à accomplir. «*Les missions sont nombreuses et lourdes. Le football féminin est à refaire parce que le Congo n'a plus une sélection digne des dames qui peut le représenter au niveau continental*



Jeannette Gueret Yanza, responsable de la Ligue du football féminin dans le Kouilou «*adiac*»

ou international. Donc nous sommes obligés de repartir à la pépinière pour former les jeunes dames. Dans les quartiers, nous avons des jeunes filles qui s'intéressent au football, qui s'entraînent dans les rues et donc nous sommes obligés d'aller les chercher pour les former, pour que demain elles soient la nouvelle élite congolaise », a-t-elle dit.

Soulignons qu'actuellement, la Ligue du Kouilou n'a plus que trois équipes des dames ce qui est difficile, d'après elle, d'organiser un championnat. «*Avec trois équipes, c'est difficile d'organiser un championnat. C'est pourquoi, nous essayerons de nous rapprocher des dirigeants de Renaissance et Azur, deux équipes qui*

s'étaient retirées de l'ancienne Ligue des dames pour discuter avec eux et leur demander de revenir sur le terrain. Et avec cinq équipes nous pourrions organiser un championnat».

Répondant à la question sur le débat qui revient chaque saison entre les dirigeants des clubs de Brazzaville et ceux de Pointe-Noire sur la qualification des joueuses, la responsable du football féminin du Kouilou a rassuré qu'il n'y a pas de guerre entre les équipes. «*Le problème est au contraire entre la Fécofoot et les équipes, pour la simple raison que l'instance ne finance pas les équipes de football féminin. Il suffit de mettre les moyens à la disposition de ces équipes, elles vont reprendre les entraînements et le reste va aller* », a-t-elle souligné.

Cependant, pour permettre aux filles de réchauffer leurs crampons après une longue trêve, la nouvelle gérante a annoncé l'organisation sous peu d'un tournoi de mise en jambe.

Enfin, Jeannette Gueret Yanza a demandé aux dirigeants des clubs de se joindre à la Ligue de football du Kouilou pour travailler main dans la main, afin de rehausser le football féminin qui peine à se relever.

Charlem Léa Legnoki

BANDITISME

Le phénomène « Kuluna » est sur toutes les lèvres

Bien avant la panique qui s'était produite le 4 avril dans la ville océane causée par l'agissement déplorable des «*Kuluna*», certains Ponténégrins parlaient déjà bien avant du comportement combien inquiétant de ces jeunes délinquants. Baptisés par «*bébés noirs*», ces groupes sont composés de délinquants, de jeunes mineurs et de jeunes adultes qui sèment la terreur dans certains quartiers de la ville océane.

Les Ponténégrins se disent que ces bandits ne sont pas tombés du ciel, car ils vivent dans des quartiers. Et dans ces mêmes quartiers vivent aussi les chefs de blocs et de quartiers. Ces derniers temps, ces jeunes mineurs hors-la-loi passent le plus souvent tout leur temps aux abords des rails vers 18 heures et jusqu'aux heures tardives, c'est-à-dire dans les quartiers où les rails traversent de part en part la ville pour terroriser la population. Certains, même en plein jour, envahissent les bars-dancings et les buvettes pour ravir la boisson aux paisibles citoyens tout en les palpant pour chercher à soutirer de l'argent ou des téléphones portables, des bijoux et autres objets de valeur.

Interrogé sur ce phénomène, un citoyen qui a requis l'anonymat déclare : «*Il nous faut une lutte conjuguée pour lutter efficacement contre ce phénomène. Il faut donc, au prime abord, les*

chefs de quartiers, les populations voisines et au second abord les parents de ces mineurs, car ces derniers sont des enfants issus des familles bien connues dans des quartiers, et enfin les patrouilles régulières de la force de l'ordre de jour comme de nuit. Et en plus, les chefs de quartiers devraient tenir constamment des réunions avec des habitants des quartiers qu'ils administrent pour fustiger publiquement ce phénomène ».

Par exemple, le long des rails dans le quartier OCH, l'intervalle allant de Château-d'eau jusqu'à la zone «*Baguette d'or*» dans le quartier Mouyondzi. Et aux environs de 22 heures, la population a peur de passer à côté des rails. Malgré le travail constant de la police, ces jeunes sont bien là, car ils disparaissent et réapparaissent. Où sont-ils alors lorsque la police passe ? Ils se passent pour

de jeunes gens sérieux, une attitude trompeuse.

Dans la même optique, on a plusieurs témoignages sur le comportement combien incivique de ces «*bébés noirs*». «*C'est un groupe d'une centaine de jeunes gens (enfants et adolescents) et de jeunes adultes, munis d'armes blanches (couteaux, machettes, barres de fer, bouteilles cassées et autres). Ils errent ici et là à longueur de journées menaçant la paisible population, ravissant portefeuilles, téléphones portables, argent et autres objets de valeur, aux passants*», disent les Ponténégrins.

Notons que ces enfants qui se livrent à cette délinquance dans les quartiers sont de nationalités diverses. Et au lieu de laisser le gouvernement seul à travers le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et celui de l'Enseignement primaire et secondaire, les défenseurs de droits de l'homme devraient mettre la main à la pâte pour quelques notions élémentaires du vivre ensemble et de citoyenneté à ces enfants afin qu'ils bannissent la criminalité.

Faustin Akono

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

Les Diables noirs frappés d'une amende de 300.000 francs

L'équipe des Diables noirs a été frappée d'une amende de trois cent mille francs pour avoir écopé d'un forfait face à l'Interclub en match comptant pour la 16^e journée du championnat national.

avril, ce match est à reprogrammer en raison de la situation qui a prévalu à Brazzaville.

noirs-ASP comptant pour la 17^e journée du championnat national d'élite direct ligue 1, initialement prévu le lundi 4 avril au stade Alphonse-Massamba- Débat est reporté à une date ultérieure », indiquait René Daniel Louzaya aux secrétaires généraux des deux clubs. Pour des raisons identiques, le match ASK- Munisport, a connu également un report. Le seul match qui s'est disputé le lundi à Pointe-Noire est celui qui a vu l'AS Cheminots l'emporter devant Nico-Nicoyé 2-0. Les Cheminots quittent provisoirement la 18^e place pour se loger à la 15^e place en attendant la suite de la 17^e journée.

face à Patronage Sainte-Anne. Les Aiglons rechutent à la 4^e place avec 32 points+15. Les Diables noirs sont cinquièmes avec autant de points. L'Étoile du Congo conserve sa sixième place avec cette fois-ci 27 points et des matches de retard. La Mancha est septième avec 23 points soit un de plus que l'Interclub. Patronage Sainte-Anne conserve sa neuvième place avec 21 points devant les Jeunes Fauves 20 points. Cette équipe s'est hissée à la 10^e place grâce à sa victoire 1-0 sur V Club au stade de Sibiti. Nico-Nicoyé 19 points, perd une place au classement provisoire et se retrouve à la 11^e place devant Saint-Michel de Ouenzé, le FC Kondzo qui ont chacun 18 points. l'ASP est 14^e avec 17 points devant l'AS Cheminots (15 points). L'ASK et Tongo FC occupent respectivement le 16^e et 17^e rang avec 13 points chacun suivi de V Club Mokanda 12 points, Munisport 7 points et Pigeon vert 5 points.

James Golden Eloué



L'équipe des Diables noirs (Photo Adiac)

L'avis d'homologation 16 précise que, cette équipe était présente à la réunion technique d'avant match. Elle était absente au match sans motif valable avant de confirmer la victoire par forfait de l'Interclub sur un score de 3-0. L'In-

terclub pointe actuellement à la 8^e place avec 22 points en attendant son match de la 17^e journée face au FC Kondzo.

17^e journée fortement perturbée.

Initialement prévu pour le 4

Le match Diables noirs-Association sportive Ponténégrine, comptant également pour la 17^e journée a été lui aussi reporté. « Pour des raisons techniques, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que le match 0167 Diables

Le classement provisoire

La Jeunesse sportive de Talangaï conserve provisoirement la tête de la compétition avec 37 points soit une longueur d'avance que l'AC Léopards de Dolisie qui compte des matches de moins qu'elle. La Jeunesse sportive de Poto-Poto (33 points) a retrouvé le podium après sa courte victoire

LIGUE DE BRAZZAVILLE DE BASKETBALL

Après la mise en jambe, la super coupe

Le tournoi de relance ayant mis aux prises les équipes de la ville capitale s'est clôturé en beauté. La prochaine compétition est la super coupe, prévue le 16 avril, suivant le chronogramme des activités dévoilées par le premier vice-président de la ligue départementale de Brazzaville, Claude Koulangana.



Basketteurs et responsables de la Ligue / Crédit photo Adiac

La super coupe de la ligue, qui se disputera sous peu, opposera en seniors hommes, Patronage à Inter club. En seniors dames, cependant, Brazza basket en découdra avec Inter club. Cela dit, dans les deux versions les militaires de l'Inter seront de la partie. Ce qui accroît leurs chances de décrocher la médaille d'or soit dans une version soit dans l'autre. Patronage et Brazza Basket prouveraient peut-être le contraire sur l'aire de jeu.

Sur le tournoi de relance, qui vient de prendre fin, la première finale a opposé Étoile du Congo à Avenir du Rail. Les Stelliens se sont imposés 63 à 48. Chez les seniors dames, Inter club a pris le dessus sur Anges noirs 82 à 34. Le score prouve bien que la confrontation était à sens unique avec une large domination des dames de l'Inter club. Par ailleurs, dans la catégorie des seniors hommes, Étoile du Congo est venue à bout d'Anges noirs 63 à 55. Les seniors Stelliens ont fait la même chose que leurs juniors.

Rominique Nerplat Makaya

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

Rox Oyoh et Kalengo au coude à coude au classement des buteurs

Au classement des buteurs de la compétition, les lignes ont légèrement de bouger au terme des matches de dimanche.

Rox Oyoh Thoury de Saint-Michel de Ouenzé qui menait le classement des buteurs avec 11 points, a été rejoint par le Zambien Winstone Kalengo. Le joueur de l'AC Léopards de Dolisie qui n'avait plus marqué depuis son doublé face à l'ASP comptant pour la 11^e journée, a retrouvé le chemin des filets



Rox Oyoh

face à La Mancha comptant lors du match remis de la 14^e journée. Il a repris confiance après s'être montré décisif en sélection face aux Diables rouges du Congo en inscrivant un but à chaque match. Les deux joueurs auront cependant une confrontation directe dans les tout prochains jours à Brazzaville lors de la poursuite de la 17^e journée. Derrière les deux buteurs, Tiecoro Sissoko de l'In-



Winstone Kalengo

terclub pointe son nez avec 10 réalisations. Cet attaquant n'a pas eu l'occasion d'améliorer son compteur puis que son équipe a battu les Diables noirs par forfait. Francis Kabangu Tsoule vit aussi une saison exceptionnelle avec la Jeunesse sportive de Talangaï. L'ancien sociétaire du FC Kondzo compte déjà 9 buts à son compteur, soit un de plus que le Stellien Lonreve Saira Issambet Gassama. Bernajin Kangou des Diables noirs pointe à la 6^e place avec ses sept buts à égalité avec Guy Carel Mbendza de la Jeunesse sportive de Poto-Poto.

Komlan Agbondo de La Mancha a vu son compteur être bloqué à six tout comme Benny Boliko. Le joueur de JSP, mis sous pression, a inscrit le même nombre de buts (5) avec Ebengo Liema de Cara, Gracia Mabilia Mayindou de la JST, Brunel Loïc Mba-ma de l'Interclub.

J.G.E.